

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Qui se sent gêné par la démocratie directe?

Recette d'Avenir Suisse pour son abolition à long terme

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le modèle suisse avec ses piliers de la démocratie directe, du fédéralisme, de la neutralité et de l'indépendance est un modèle à succès – comme chacun le sait. Néanmoins, ce modèle n'est pas gravé dans la pierre: il se nourrit de la participation commune des citoyennes et citoyens, de l'exercice actif de leurs droits politiques, de leur participation aux multiples petites et grandes tâches exigées par la participation au système de milice. Le fondement indispensable de ce modèle repose sur l'enseignement et la formation des jeunes en vue de devenir citoyen à part entière. En font partie des cours d'instruction civique et d'histoire de la Suisse. Puis, tout aussi important est le développement de l'esprit et de l'attitude intérieure: l'expérience des discussions à la table familiale avant une votation populaire, la joie des enfants lorsqu'ils peuvent déposer le bulletin de vote de leurs parents dans l'urne, la participation active au corps des jeunes pompiers ou des cadets auxiliaires de circulation.

Toutefois, au cours des deux ou trois dernières décennies, le modèle suisse est remis en question de divers côtés et pour diverses raisons. Afin de pouvoir nous armer contre de telles tentatives – le plus souvent non déclarées –, il est nécessaire de connaître les auteurs. Qui a un intérêt d'abaisser la Suisse et sa population au niveau du mainstream, dans le domaine étatique, économique et social et de l'intégrer plus étroitement au niveau international? Tout d'abord, il y a la centrale bruxelloise et ses commissions, n'ayant aucun intérêt d'être constamment confrontée à un modèle de démocratie directe et souhaitant, en outre, améliorer leur situation financière avec des fonds suisses (ce qui ne sert pas à grand-chose, si le système n'est pas viable).

Cependant, en première ligne, il faut cibler les milieux à l'intérieur du pays qui s'en prennent aux fondements mêmes de la Suisse. Dans *Horizons et débats*, nous allons examiner ces acteurs de plus près. L'un d'eux est le think-tank *Avenir Suisse*, créé en 2000 par 14 multinationales ayant leur siège en Suisse. Leur cercle s'est entre-temps élargi. *Avenir Suisse* «développe des idées pour l'avenir de la Suisse» visant «à préparer le

«Avez-vous déjà récolté des signatures pour une initiative ou un référendum? [...] Obtenir des signatures est une chose, mais tout aussi important est l'effet durable de ces conversations plus ou moins longues.»

terrain pour les futures réformes politiques et sociales».<sup>1</sup> L'une des idées novatrices pour préparer le terrain est l'article «Une démocratie directe numérique» publiée le 30 juillet 2019 avec le sous-titre trompeur «Renforcer les droits populaires suisses».<sup>2</sup>

### La numérisation de la démocratie directe ne fonctionne pas

Le concept est très simple: à plus long terme, la démocratie directe doit être entièrement transférée dans l'espace virtuel – une absurdité sans précédent! En réalité, cela signifierait la fin certaine de la participation directe des citoyens à la communauté. Car celle-ci est obligatoirement liée aux relations personnelles et à la libre formation de l'opinion dans les échanges avec ses concitoyens.

La récolte électronique de signatures pour les initiatives et les référendums («E-Collecting») dématérialiserait ce travail. Le «E-Voting» – ayant déjà fait l'objet d'un examen critique à plusieurs reprises dans *Horizons et débats* – sera initialement introduit comme troisième option à côté des actions classiques de vote (urnes et voie postale). Mais *Avenir Suisse* veut également faire évoluer le processus de formation de l'opinion dans l'espace numérique, appelé «E-Discussion».

Les «arguments» des auteurs ne vont pas nous retenir plus longtemps, car ils conduisent le lecteur sur une voie de garage. Pour l'écrasante majorité des citoyens de notre pays, la démocratie directe n'est pas négociable et nous refusons fermement d'être des défenseurs de «coutumes démocratiques idéalisées» et d'être opposés à toute transformation technologique. Quiconque prétend qu'il s'agit «d'améliorer la qualité de la

démocratie» et «de l'adapter aux besoins des générations futures»<sup>3</sup> n'a aucune idée de la réalité ou alors il émet des contre-vérités.

### Entretiens entre citoyens ou E-Collecting

Avez-vous déjà récolté des signatures pour une initiative ou un référendum? L'initiative fédérale «Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique)» [report de l'introduction du vote électronique pour cinq ans, suivi d'un bilan de sécurité] est actuellement une excellente possibilité pour des échanges personnels avec ses concitoyens.<sup>4</sup> Obtenir des signatures est une chose, mais tout aussi important est l'effet durable de ces conversations plus ou moins longues. La grande majorité des personnes sollicitées ne savaient pas que cette initiative avait été lancée, car les médias grand public n'en ont guère parlé. Les récolteurs offrent des informations supplémentaires, au cours de la conversation et avec du matériel supplémentaire à emporter. Lorsqu'on leur demande: «Connaissez-vous quelqu'un d'autre qui pourrait vouloir signer», certains d'entre eux emportent quelques feuilles de signatures, ce qui aide à faire connaître l'initiative et, en même temps, à approfondir leur propre implication dans le sujet.

Et qu'est-ce qu'*Avenir Suisse* nous offre avec son E-Collecting? «Puisque les déclarations de soutien se feraient sans discontinuité de support (sans passer de l'ordinateur au papier), les chances de succès des campagnes de collecte seraient accrues.»<sup>5</sup> «Déclarations de soutien sans discontinuité de support» – un tel non-sens! Et quel mauvais jugement de la nature humaine: nous adorons passer de temps en temps de l'Internet omniprésent au papier et aux rencontres humaines.

Enfin, *Avenir Suisse* exige – nous savions que cela arriverait! – une «modernisation du référendum et de l'initiative». Etant donné que la récolte électronique est moins coûteuse pour les auteurs et que les signatures seront prétendument récoltées plus rapidement, le nombre requis de signatures doit être augmenté. Et pour couronner le tout: «Les expériences en matière de récolte électronique devraient être évaluées régulièrement. Si le canal numérique devait s'avérer clairement plus avantageux, les structures parallèles devraient être abolies. [...]»<sup>6</sup> C'est clair? Les «structures parallèles» font référence à la collecte de signatures sur papier qui, tôt ou tard, ne sera plus nécessaire. La question de savoir dans quelle mesure la récolte électronique pourrait s'avérer «clairement avantageuse» est encore plus délicate: est-ce parce que sans la conversation personnelle, la manipulation des opinions dans la direction souhaitée par certaines «élites» serait plus facile? Cette question importante pour la pérennité de la démocratie directe en Suisse nous amène au deuxième domaine qu'*Avenir Suisse* souhaite développer: la «E-Discussion».

### Facebook et Google mènent-ils à une simplification des échanges d'opinions?

En Suisse, le processus de formation de l'opinion ne se fait (heureusement) pas uniquement par le biais des «réseaux sociaux», sur ce point nous sommes d'accord avec *Avenir Suisse*. Cependant, il est audacieux de prétendre «qu'il est difficile de manipuler les utilisateurs et de faire changer d'opinion par le biais des réseaux sociaux». L'affirmation que les effets des contre-vérités et l'influence qui en découle «n'ont pas encore été suffisamment éclaircies» est très surprenante.<sup>7</sup> Le bon sens, en tous cas, arrive à une conclusion différente. Rappelons-nous, par exemple, les titres manipulateurs concernant l'initiative sur l'autodétermination dont nos cerveaux ont été imbibés jour après jour, heure après heure, minute après minute sur tous les écrans dans les gares ou comme «cadeau publicitaire» en

Suite page 2

## Quelle liberté nous apporte l'«Opération Libero»?

L'«Opération Libero» suisse ne se considère pas comme un parti, mais comme un «mouvement politique». Il a été fondé en octobre 2014 et s'est fait connaître surtout pour ses tentatives d'influencer des votations populaires. Actuellement, elle intervient également dans la campagne électorale pour les sièges au Parlement fédéral.

km. Le dernier week-end de juillet, de nombreux journaux suisses ont donné à la coprésidente de l'«Opération Libero» *Flavia Kleiner* toute latitude pour la publication d'une longue interview. La majeure partie de cet entretien consiste en une polémique rhétorique contre le parti UDC et en particulier contre son ancien président et ancien conseiller fédéral *Christoph Blocher*. Le lecteur y apprend peu de choses sur des points spécifiques du programme de ce nouveau mouvement. Que signifie, par exemple, «pour une Suisse progressiste, tournée vers l'avenir et ouverte»?

Néanmoins, l'objectif principal de l'«Opération Libero» apparaît clairement: «une nouvelle majorité au Parlement» pour «aller de l'avant [...] notamment en coopération avec l'Europe». L'«Europe», c'est le

régime linguistique de l'UE. Elle aime se nommer ainsi pour tromper son monde. Et l'on ne se trompe probablement guère, en considérant l'«Opération Libero» comme un «mouvement» de soutien à l'accord-cadre négocié par le Conseil fédéral avec l'UE et, à moyen terme, également à l'adhésion de la Suisse à l'UE – avec toutes les conséquences négatives pour l'indépendance du pays et la démocratie directe.

Les considérations stratégiques formulées par Mme Kleiner dans cet entretien sont intéressantes. Elle compare son «mouvement» à un «cygne noir», un phénomène complètement inattendu, mais fascinant, qui attire l'attention de tout le monde. Pas du tout fascinant est une autre comparaison, qui suit l'affirmation que l'on voit l'opportunité de «changer la situation de la majorité aux élections de 2019»: «C'est comme avec les Navy Seals: ils arrivent par l'air, remplissent leur mission et disparaissent». Les «Navy Seals» sont une unité spéciale de la marine américaine, responsable, entre autre, d'assassinats ciblés au-delà du droit et de la loi.

A la demande concernant le financement du «mouvement», Mme Kleiner nie

tout soutien provenant de milieux influents. D'autres voient cela différemment. Dans un article du portail *Inside Paradeplatz* du 28 novembre 2018, *Isabel Villalon* écrit: «Notre collègue *Heinz Karrer* d'*économiesuisse* semble être responsable dans le domaine du financement. Le parti PLR est impliqué en arrière-plan. C'est de la magouille à grande échelle.»

*Isabel Villalon* voit également des parallèles avec les développements dans deux autres pays européens: «En France, ce format a été créé pour la première fois avec succès. La «démocratie en marche» a conquis la présidence également en sortant du néant: de nombreuses belles et jeunes personnes et une grand-maman (*Brigitte*). A l'heure actuelle, nous assistons à la fin d'une création de marketing politique, prometteuse mais vide de contenu et à une politique favorable à la globalisation, soumise à l'UE, plongeant le pays dans un chaos profond. En Espagne, le format de commercialisation a par la suite été affiné. Le «C» (espagnol pour *Ciudadanos* = citoyen) est apparu, pour être actuellement considéré comme le troisième plus grand parti du pays. C'est du déjà-vu!

Dans ce cas précis sous la couleur orange. Un intelligent et beau garçon comme chef de parti, quelques jeunes femmes intelligentes, rappelant des mannequins de haut niveau, comme membres de la direction du parti: le même format, la même communication, les mêmes contenus, le même comportement que dans notre pays. Donc, des «liberos» version espagnole.»

*Villalon* a également répondu, avec prévoyance, à la question du financement: «L'affirmation d'être financé uniquement par un grand nombre de petits dons est la même qu'en Espagne et en France. Cependant, ce n'était pas la vérité. En Espagne, ce sont les grandes banques et l'Union des organisations patronales qui ont lancé le «mouvement» avec des sommes à dix chiffres. En France, ce sont également les grandes banques, qui ont investi de grosses sommes d'argent. Tant en Espagne qu'en France, une banque a servi de bassin de collecte pour les «dons» des autres banques (en Espagne *Banco Sabadell*, en France la *Banque Edmond de Rothschild*).»

Une telle chose ne cadre pas vraiment bien avec la Confédération suisse et son principe de la bonne foi.

## Les actions de l'armement explosent: 500% de bénéfices en dix ans!

mw. Il est bien connu que la production d'armes peut rapporter beaucoup d'argent. Les médias d'affaires le rappellent souvent: dans les périodes de rendement négatif des comptes d'épargne et des obligations d'Etat, il est possible de faire de gros profits en achetant des actions dans le secteur de l'armement. Serait-ce faire du profit par la mort et la destruction dans les pays en guerre? A y penser, un citoyen, donc un être humain «normal», en a des frissons. Mais jetons un coup d'œil aux sommes perçues par certaines entreprises et leurs actionnaires des guerres à l'international. Alors les pensées se remettent en place.

### Faits et chiffres sur les gains de l'armement et les guerres

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm SIPRI, 1,8 billions de dollars ont été dépensés en armements en 2018. 1 800 000 000 000 000 de dollars. La part du lion des dépenses d'armement, plus de 700 milliards de dollars, revient aux Etats-Unis; 750 milliards de dollars sont prévus pour 2020.<sup>1</sup> Les bases militaires américaines omniprésentes sur terre, en mer avec les porte-avions, mais aussi dans les airs et dans l'espace sont une menace globale. Cette menace est également un moteur de l'armement en Russie et en Chine, et pour de nombreux autres Etats luttant pour sauver leur vie. Une fois de plus, les pays européens de l'OTAN sont poussés par le gouvernement américain, le lobby de l'armement et les médias à augmenter leurs budgets militaires en faisant constamment état de la menace et de l'agressivité d'autres grandes puissances qui pourraient détrôner l'unique superpuissance actuelle. Et parallèlement, l'UE veut mettre sur pied sa propre armée européenne, contrairement à la volonté de nombreux Etats membres.

«Il y a eu 16 guerres et 173 conflits armés en 2018, selon l'Institut Heidelberg pour la

recherche sur les conflits internationaux», et «le secteur de l'armement a fait 500% de profit en faveur de ses actionnaires au cours des dix dernières années» (*Handelszeitung* du 18 juin), soit 50% par an! Cependant, l'auteur confond cause et effet lorsqu'il écrit: «Il y a des raisons pour de bonnes performances: le nombre de conflits est constamment élevé». Comme si les gens vivaient volontairement dans ces terribles guerres, dans certains cas pendant des années et des décennies! Comme si la production de bombes répondait aux besoins de l'humanité ...

Plus loin, l'auteur nomme les intéressés par leurs noms: Trois des quatre plus grandes entreprises d'armement sont américaines. Au sommet se trouve *Lockheed Martin*, dont le cours des actions a atteint «un pic inédit» puisque l'entreprise fabrique «2700 avions de combat furtifs de type F-35» pour le Pentagone pour 400 milliards de dollars. Plus encore, *Northrop Grumman*, spécialiste de l'aéronautique et de l'espace, est également en plein essor. Et finalement, *United Technologies* (UTC), qui réalisera environ 70% de son chiffre d'affaires prévu dans le secteur de l'aviation. On note qu'il a récemment acquis le fournisseur d'avions *Rockwell Collins*. Ensuite, on peut aussi nommer *Boeing*, «plus grand constructeur aéronautique du monde», dont le cours de l'action a chuté après le crash de l'avion civil *737 Max* – mais il va se remettre sur pied. Le quatrième dans la liste est l'avionneur européen *Airbus*, profitant actuellement de la malchance de son concurrent américain Boeing: sa part est également «en hausse» (*Handelszeitung* du 18 juin).

### Les guerres maintiennent en vie l'industrie américaine de l'armement et la superpuissance en déclin

En faisant un simple calcul de maths, et sachant que les trois plus grandes sociétés

d'armement du monde sont des sociétés américaines, vous constaterez que les Etats-Unis dépensent de loin le plus d'argent en armements et invitent tous leurs «partenaires» à acheter des armements américains afin de nourrir l'insatiable complexe militaro-industriel – selon la devise «America first», que les électeurs de *Donald Trump* comprennent probablement tout autrement. Parce que les Etats-Unis ont peu d'industries nationales compétitives autres que l'industrie de la défense, ils les protègent – contre les règles de l'OMC, mais en accord avec «America first», – avec des droits de douane élevés contre l'importation de toutes sortes de marchandises en provenance de Chine. On note que les concurrents européens performants, tels que *VW*, *UBS* ou *Bayer*, sont soumis à des procédures judiciaires leur coûtant des milliards.

En ce qui concerne les nombreuses guerres des Etats-Unis: après tout, les 2700 nouveaux avions furtifs et tout ce que le Pentagone achète doivent être utilisés quelque part dans le monde pour que la demande et le réapprovisionnement soient garantis ...

### Et nous, les habitants de cette terre?

Quiconque tente de se rassurer par l'idée que les guerres d'aujourd'hui se déroulent loin de nous, ne doit pas oublier deux choses:

1) Sur notre globe armé jusqu'aux dents, le risque que quelqu'un presse le mauvais bouton, soit accidentellement, soit à cause d'une situation de tension, est toujours présent. En octobre 1962, par exemple, cela a failli arriver lorsque l'Union soviétique avait installé des missiles nucléaires de moyenne portée à Cuba pour empêcher une invasion américaine redoutée. Les deux chefs d'Etat de l'époque, *Nikita Khrouchtchev* et *John F. Kennedy*, furent assez prudents pour empêcher une guerre nucléaire.

Cependant, on ne peut nier que ce risque virulent existe toujours, surtout à l'heure actuelle, alors que les Etats-Unis ont confirmé le 2 août la résiliation du *Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire* (FNI) avec la Russie,<sup>2</sup> en donnant comme motif que la Russie a déployé des missiles de croisière en violation du traité. La Russie, pour sa part, a fait valoir qu'il s'agissait d'une réaction aux missiles *Patriot* que les Etats-Unis avaient installés en Europe de l'Est depuis des années. Une situation dangereuse – non seulement pour les pays d'Europe de l'Est, mais pour toute l'Europe et le monde entier, ainsi que pour la Suisse, puisque la République fédérale voisine est pleine d'armes nucléaires (aux mains des Etats-Unis).

2) Les guerres dans les pays étrangers ne peuvent et ne doivent pas nous laisser indifférents – pour la simple raison que nous sommes tous des êtres humains. Quand on voit les terribles images des zones de guerre et qu'on entend les rapports saisissants des personnes touchées, il n'y a qu'une chose qui fait loi: dire non à la guerre! Dans les années 1960, les jeunes de nombreux pays ont protesté contre la guerre du Vietnam, aujourd'hui ils manifestent contre le changement climatique. Qui a intérêt à détourner l'attention de nos jeunes de la protestation contre la plus grande et plus dangereuse menace pour l'humanité? •

<sup>1</sup> Tous les chiffres et faits présentés ici proviennent de l'article de Georg Pröbstl: «Volle Fahrt voraus auf Rüstungsaktien», in: *Handelszeitung* du 18/6/19

<sup>2</sup> Force nucléaire à portée intermédiaire. Accord de 1987 entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur la destruction de tous les missiles nucléaires terrestres à courte et moyenne portée (500 à 5500 kilomètres).

### «Qui se sent gêné par la ...»

suite de la page 1

utilisant Google: «Non à l'abolition des droits humains» et d'autres slogans de la sorte. Et le fait que l'on puisse aussi s'adresser aux jeunes via Facebook est un argument qui ne convient pas à la démocratie.

Pour entrer dans une discussion plus approfondie et plus pertinente avec les jeunes sur des questions politiques et leur permettre de se forger leur propre opinion, il faut plus que quelques gros titres, pouvant avoir un effet particulièrement manipulateur sur les jeunes mal informés. A plusieurs reprises un de mes élèves d'école professionnelle m'a demandé: «Etes-vous pour ou contre le sujet de votation XY?» Quand je lui ai demandé ce qu'il savait déjà du sujet, il s'est souvent avéré qu'il n'avait connaissance que d'un gros titre. En lisant et discutant en classe le contenu du texte officiel et les arguments pour et contre, il était possible de poser une base pour la formation d'une opinion personnelle, et les élèves qui, en deuxième ou troisième année d'apprentissage, avaient déjà 18 ans ou plus ont quitté la salle de classe tout content en déclarant: «En fait, je ne voulais pas aller voter, mais maintenant je sais de quoi il s'agit et je vais y aller». D'ailleurs, la plupart de mes étudiants d'origine étrangère avaient le droit de vote parce qu'ils avaient été naturalisés pendant leur formation professionnelle ou plus tôt avec leur famille.

### Vote électronique: la démocratie directe n'est pas un jeu électronique

*Horizons et débats* a déjà décrit à plusieurs reprises les pièges du vote électronique et de son inaptitude pour la démocratie.<sup>4</sup> Au lieu de débattre des très sérieuses critiques des spécialistes en informatique membres du comité d'initiative «Pour un moratoire sur le vote électronique», les auteurs d'*Avenir Suisse* les ignorent pour instaurer le plus rapidement possible le vote électronique en «fonctionnement ordinaire» (c'est-à-dire sans procédure d'approbation préalable).<sup>8</sup> Et ce, malgré toutes les mésaventures survenues jusqu'à présent et contrairement aux objections sérieuses soulevées par plusieurs partis et cantons lors de

la consultation de la Chancellerie fédérale au printemps 2019.

Ci-dessus, les conditions nécessaires pour garantir à notre jeunesse le maintien et le développement de la démocratie directe suisse ont été présentées. Si *Avenir Suisse* prétend que sans le vote électronique, il faut s'attendre à l'avenir à une baisse de la participation de la «génération Z»,<sup>9</sup> nous objectons que quiconque confond une votation populaire avec un jeu vidéo ne contribuera en rien à la survie du modèle suisse. Nous adultes avons l'obligation de donner aux enfants et aux adolescents qui nous sont confiés les bases et les outils pour le faire.

### Bilan

Revenons à la question initiale de ce texte: qui se sent gêné par la démocratie directe? Si l'on replace la conception des auteurs d'*Avenir Suisse* dans son contexte, il semble raisonnable de conclure que l'objectif qui le sous-tend est très différent du souci de maintenir l'existence des nombreux droits populaires des citoyens suisses. Les auteurs nous disent même explicitement le but du voyage: «Le vote électronique a le potentiel de devenir un jour le seul canal de votation, non seulement en raison de l'évolution des modes de vie, mais également pour des questions d'efficacité»<sup>10</sup> Alors, éliminons les urnes, finissons-en avec les discussions avec les concitoyens lors de la récolte des signatures, abandonnons le processus indispensable de la formation de l'opinion par la discussion des faits et des contenus – vers une pensée bétonnée au moyen de gros titres manipulateurs, vers un clic sur la touche Oui ou Non sans comprendre de quoi il s'agit. Si tout se passait dans l'espace virtuel, si toutes les frontières étaient floues et si toutes les personnes étaient isolées devant leur ordinateur – le *Plan d'études 21* fait partie de cette stratégie –, il n'y aurait plus qu'un petit pas à franchir, faisant basculer la Suisse dans le monde de l'UE centraliste à outrance, et de l'OTAN belliciste sans fin.

Telle est la vision effrayante. – Cependant, nous, en tant que citoyens suisses, nous avons le pouvoir de contrecarrer de tels agissements. Nous devons prendre des contre-

### Courrier des lecteurs

## La vérité sur l'Union européenne

Je vous remercie d'avoir présenté dans *Horizons et débats* n° 10 du 29/4/19 le livre de *Philippe de Villiers* intitulé «J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu».

Dès que j'ai entendu parler de ce livre, j'ai voulu le lire. J'ai pensé qu'il pourrait être vendu début mai au Salon du Livre de Genève, mais non! Je l'ai trouvé à la librairie *Payot* et je l'ai lu. Cette lecture a été une formidable aventure! Et je pense sincèrement que tous les candidats aux élections parlementaires fédérales de l'automne prochain devraient le lire. Il éclaire d'une manière aveuglante les complexités de l'Union européenne.

Au début, j'étais favorable à l'UE. Mais plus les années passaient, plus les actions et le comportement des pays membres perdaient de sens. Il semble que toutes les décisions prises mènent à davantage de chaos. Pourquoi la Russie qui, géographiquement, fait partie de l'Europe n'est-elle pas membre de l'UE? Elle n'a probablement pas demandé à en faire partie et on ne le lui a sûrement pas proposé. C'est à partir de la crise grecque et avant le Brexit, que j'ai commencé à penser qu'un jour ou l'autre l'UE allait se décompo-

ser. Le Brexit ne m'a donc pas étonnée. Ce livre explique clairement les raisons de ce départ. Il explique aussi les raisons pour lesquelles les autres restent.

Monsieur de Villiers montre bien la différence de comportement des pays membres qui sont à l'Est de l'Europe de celui de ceux de l'Ouest. Il fait sauter un certain nombre de ragots qui courent sur certains hommes politiques. Il explique comment la libre circulation des personnes et l'absence de frontières, notions proprement européennes, ont conduit à une explosion migratoire, laquelle provoque une xénophobie croissante et une crise humanitaire sans précédent, pire que la guerre: la noyade sans raison de milliers de personnes dans la Méditerranée.

J'ai souvent pensé que l'Europe aurait dû se construire en Confédération sur le modèle suisse et si elle l'avait fait cela aurait eu une autre allure. Si cela n'a pas été fait ainsi c'est que les personnes qui ont «bâti» l'Europe ne le voulaient pas! Voulez-vous connaître la vérité sur l'Union européenne? Alors lisez ce livre!

Françoise Conod, Carouge GE

mesures et, en Suisse, nous disposons des instruments nécessaires pour le faire: utilisons nos droits populaires de manière sensée et toujours orientée sur le bien commun. Ne soyons pas irrités par le chant des sirènes ou les chantages. Gardons les pieds sur terre et profitons du grand nombre de personnes dans notre pays et dans toutes les régions du monde souhaitant créer un avenir basé sur la coopération et la paix. •

<sup>1</sup> *Avenir Suisse*, Mission Statement (<https://www.avenir-suisse.ch/fr/ueber-uns-fr/>)

<sup>2</sup> Amman, Matthias; Schnell, Fabian. Une démocratie directe numérique. Juillet 2019 *Avenir Suisse*, Zurich (cité: *Avenir Suisse*)

<sup>3</sup> *Avenir Suisse*, p. 7

<sup>4</sup> cf. «La démocratie directe n'est pas un jeu informatique» in: *Horizons et débats* n° 8 du 1/4/19; «Le Conseil fédéral reporte l'adoption de la réglementation législative du vote électronique. Il est encore temps de repenser la situation dans la Berne fédérale» in: *Horizons et débats* n° 16 du 22/7/19

<sup>5</sup> *Avenir Suisse*, p. 8

<sup>6</sup> *Avenir Suisse*, p. 8

<sup>7</sup> *Avenir Suisse*, p. 9

<sup>8</sup> *Avenir Suisse*, p. 12

<sup>9</sup> *Avenir Suisse*, p. 10s. Selon Wikipédia, la «génération Z» est principalement attribuée aux années de naissance entre 1997 et 2012

<sup>10</sup> *Avenir Suisse*, p. 11



# Une catastrophe s'approche du Tian Shan – est-ce maintenant le tour de la Chine?

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au Ministère allemand de la Défense



Willy Wimmer  
(photo ef)

Selon l'ancien ministre allemand de la Défense Peter Struck, l'Allemagne doit être défendue dans l'Hindou Kouch. De pareils dictons permettent de conclure qu'en Allemagne, seule une personne capable de s'intégrer sans effort dans les planifications globales de guerres des Etats-Unis est capable de prendre la relève. Les conséquences de ces ragots: plus de 10 milliards d'euros gaspillés dans les déserts afghans. Notre pays et sa population souffrent du manque de cet argent tout comme du manque des milliards en raison de l'abondant afflux migratoire illégal, initié par Mme Merkel, en provenance d'autres parties du monde chaque année, parce que l'OTAN ne peut s'empêcher de détruire d'autres pays par leurs bombardements.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'argent pour mener une guerre inutile et lancée suite à des mensonges en Afghanistan. Les talibans, en tant que gangs créés par les Américains, sont sur le point de prendre le pouvoir. Si, comme on peut s'y attendre, les Américains pensent d'abord et avant tout qu'à eux-mêmes, la Bundeswehr ne sera pas rapatriée. Actuellement, même l'Azerbaïdjan aurait fermé son espace aérien pour les avions allemands voulant atterrir en Afghanistan. Alors,

il ne reste qu'à espérer que le pont de Termez entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan est toujours intact et que les soldats allemands pourront le traverser ou être secourus par l'armée russe. Le pire, c'est de voir que des soldats allemands ont donné leur vie pour rien dans cette guerre hypocrite.

Nous devrions toutefois prendre conscience qu'il ne s'agit pas seulement de la mission de guerre accompagnée des terribles crimes de masse commis par les Américains et leurs alliés locaux au début de la guerre. Les troupes allemandes se trouvent à proximité immédiate de la plus grande source de conflit à laquelle nous sommes confrontés et qui, dans cette région, peut être liée aux pays de la Chine et des Etats-Unis. Il s'agit de la province chinoise de Sin-Kiang avec sa capitale presque impériale d'Urumchi, centre des Ouïgours et autres peuples turcs. Il y a de plus en plus de grands articles dans la «presse en réseau» internationale décrivant tout le mal que le gouvernement chinois fait aux citoyens de la majorité locale.

Si ces reportages s'intéressaient réellement à la situation des êtres humains de la région, on pourrait s'en féliciter sur le plan politique. Mais est-ce le sujet? Cela peut et doit être mis en question, car ces circonstances sont en train d'être instrumentalisées par l'Occident. Il y a trente ans, lors de la dissolution de l'Union soviétique, il y avait une menace de guerre à l'échelle mondiale à la frontière occidentale de la Chine. Les montagnes de

Tian Shan [dans la province chinoise du Xinjiang, ndt.] divisent virtuellement les zones d'habitation des peuples turcs qui ont pu créer leurs Etats-nations avec le Kazakhstan, etc. à l'ouest des montagnes tout en continuant à être sous domination chinoise à l'est. Les Etats nouvellement créés étaient confrontés à la question d'initier la grande guerre avec une politique du «Retour-au-foyer» pour leurs compatriotes sous domination chinoise, ou d'essayer de la faire par la paix, la réconciliation et la coopération.

C'était au président kazakh Naserbajev, exceptionnellement habile, qu'il incombait d'essayer d'y parvenir en utilisant les principes structurels de la CSCE, venant à peine de faire des merveilles en Europe.

A l'époque, j'ai moi-même assisté à tous les entretiens préparatoires à la CSCAsie et ai pu me rendre compte personnellement de la politique d'obstruction menée par les Etats-Unis pour empêcher, dans cette partie du monde, la création d'une organisation pacificatrice du type de la CSCE. Néanmoins, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui en résulta en 2001 est aujourd'hui l'organisation de sécurité régionale la plus importante et la plus efficace sous les auspices de l'ONU. Une ONU qui adhère à son propre cadre réglementaire et n'essaie pas de planifier un renversement mondial par la migration.

Il y a quelques semaines, le passage du pouvoir au Kazakhstan du Président Naserbajev au Président Tokaïjev a montré clairement

que ce pays continue de se sentir attaché à ces considérations. Lors des négociations pour la conférence préparatoire susmentionnée qui aboutirent dans la OCS, j'eus l'occasion d'observer l'habile diplomate Tokaïjev dans son travail. Cette organisation peut parfaitement être décrite comme son chef-d'œuvre diplomatique. Il n'est pas étonnant que la BBC et d'autres aient ciblé cet homme en raison de quelques circonstances électorales présumées. C'est un grand perturbateur du jeu anglo-saxon. En outre, la Chine est sur ses gardes après que des manifestants aient agités des drapeaux coloniaux britanniques au sein du Parlement – aux yeux du monde entier. Comme la Russie, la Chine est au courant du projet anglo-saxon de diviser le pays, actuellement connu sous le nom de Chine, en huit nouveaux Etats.

On peut donc en conclure qu'à mesure que la Chine intensifiera le «Projet de la Route de la Soie» sur le continent eurasiatique, les tentatives de contrecarrer les projets de ce pays et de la Coopération de Shanghai vont se renforcer.

Cela fait bien longtemps que, parmi les «profondeurs blanches de la Route de la Soie» se trouvaient des chercheurs allemands qui pouvaient contribuer à une évaluation indépendante de la situation à Berlin. Aujourd'hui, toutes les réflexions berlinoises sont préparées dans les «cuisines» de Bruxelles et de Washington.

(Traduction Horizons et débats)

## Eléments criminels de la politique étrangère des Etats-Unis

### Deux livres d'information

par Matin Baraki, Université de Marburg, Allemagne



Matin Baraki (photo Bremer Friedensforum)

Daniel Robert Kramer a publié un livre très actuel et explosif sur les opérations militaires secrètes des Etats-Unis. «Réseaux informels, paramilitaires et activités bellicistes déléguées dans les économies de la drogue tels que le Laos, le Nicaragua, la Colombie et l'Afghanistan» est le sous-titre de cet ouvrage fascinant de 275 pages. Après la lecture de cet ouvrage, on est bien informé, mais également triste, indigné et en quelque sorte impuissant. C'est parce qu'une grande puissance fait rage dans le monde entier depuis la Seconde Guerre mondiale (p. 11), et personne ne peut l'en empêcher. En fait, les Etats-Unis auraient dû être déferés depuis longtemps déjà devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Les Etats-Unis ont déjà acquis de l'expérience pour leur coopération avec les seigneurs de guerre et les barons de la drogue dans les années 1960 et 1970, lors de leur guerre secrète contre un petit pays neutre d'Asie du Sud-Est, le Laos. C'est la CIA qui commandait ici. Dès le début de 1962, elle y construisit deux grandes bases militaires et transféra son quartier général à Long Tieng (p. 35). Le Laos est ainsi devenu la base principale de la CIA en Asie du Sud-Est. Dans le contexte de la guerre des Etats-Unis contre le Vietnam, la CIA a augmenté le nombre de ses agents au Laos à 50000 (p. 38) et a massivement intensifié les bom-

bardements. Des bombes au napalm ont été utilisées et de nombreux villages ont été complètement détruits (p. 44). L'ambassade des Etats-Unis au Laos, les forces paramilitaires de la CIA, les forces spéciales de l'armée et les employés de l'organisation américaine de développement *United States Agency for International Development* (USAID) ont coordonné la guerre (p. 45). Plus tard, l'ambassade des Etats-Unis au Vietnam a pris les devants. «Alors qu'environ 128 000 tonnes de bombes avaient été larguées sur le Laos en 1967, cette quantité passa à près de 240 000 tonnes l'année suivante» (p. 49). Les Etats-Unis ont négocié avec le Vietnam pour mettre fin à la guerre, alors même que la CIA était «directement autorisée par le Président américain» (p. 65) à contourner les résultats de l'Accord de Genève. Les expériences faites lors du crime en Indochine ont ensuite été utilisées au Nicaragua contre les sandinistes (pp. 71–117) et en Colombie (pp. 119–171). Les Etats-Unis ont financé ces guerres entre autres par le trafic de drogue, les trafics d'armes – et ce même avec leur «pire ennemi», la République islamique d'Iran, cf. le «scandale Iran-Contra» (pp. 90–92) – mais ils ont également demandé de l'argent à leurs alliés stratégiques. «L'Arabie saoudite à elle seule a fait transférer environ 32 millions de dollars aux Contras» (p. 93). De l'aide venait aussi de la «Terre Sainte élue». «Dans les années 1980, des anciens militaires israéliens» (p. 133) ont été chargés de mettre sur pied des unités paramilitaires pour les Etats-Unis.

Dans la dernière partie de son livre, Daniel R. Kramer traite en détail de la guerre secrète des Etats-Unis contre l'Afghanistan (pp. 173–256). Depuis 1978, la CIA a commencé à entraîner les groupes terroristes islamistes afghans, déguisés en moudjahidin (guerriers saints), avec l'aide idéologique de l'Arabie saoudite et militairement avec l'aide du Pakistan. En juillet 1979, le président américain de l'époque Jimmy Carter avait ordonné le soutien des moudjahidin. A partir de 1980, ce soutien devint «l'une des plus importantes opérations de la CIA dans l'histoire de ce service de renseignement» (p. 176). Comme la guerre contre l'Afghanistan fut menée depuis le Pakistan, le dictateur pakistanais, le général Zia Oul Haq, a obtenu des Etats-Unis «3,2 milliards de dollars amé-

ricains (p. 178) en six ans». Début janvier 1980, les Etats-Unis ont envoyé les premiers navires chargés d'armes au Pakistan. Egalement d'Egypte, des armes de production soviétique, que le pays avait reçues dès les années 1960, ont été transportées du Caire au Pakistan par des avions américains pour une valeur «d'environ 15 millions de dollars américains [...]» (p. 178). A partir de ce moment, la culture de l'opium s'est développée dans les zones contrôlées par les moudjahidin. La CIA a installé des laboratoires au Pakistan, où les islamistes transformaient l'opium en héroïne. Pour elle, c'était le moyen de financer la guerre contre l'Afghanistan. En fait, se sont les services secrets américains et pakistanais et les dirigeants islamistes qui en ont le plus bénéficié.

Le président américain de l'époque Ronald Reagan a publié «en avril 1985 la Directive 166 [...] chargeant la CIA d'utiliser tous les moyens disponibles pour combattre les Soviétiques» (p. 180s.) en Afghanistan. Ainsi, à la fin de 1985, le budget de la CIA a été «porté à un demi-milliard de dollars par an» (p. 181). Entre 1979 et 1989, la CIA a remis aux islamistes des armes d'une valeur de trois milliards de dollars. Alors qu'ils recevaient des armes pour environ 30 millions de dollars au début de 1980, cette somme augmenta à la fin de l'année «à 700 millions par an» (p. 182). Chaque année, 65 000 tonnes d'armes ont été amenées au Pakistan pour la guerre contre l'Afghanistan.

Des six groupes islamistes opérant depuis le Pakistan, le Pachtoune et chef du parti islamique *Goulbouddin Hekmatyar*, le plus brutal de tous les chefs de guerre, était considéré comme le favori des services secrets pakistanais, de l'*Inter-Services Intelligence* (ISI) et comme «le moudjahidin préféré» de la CIA. Il était donc le mieux équipé en armes et argent. Le Tadjike *Ahmad Chah Massoud*, commandant du *Djamiati Islami*, «qui a travaillé sans relâche avec la CIA» (p. 189), était également très bien approvisionné. *Gary Schroen*, employé de la CIA, était entre 1989 et 1991 «l'homme de contact de Massoud lui apportant personnellement une partie des paiements mensuels pouvant atteindre 200 000 dollars» (p. 190). Le frère de Massoud, *Ahmad Zia*, a également reçu «en hiver 1990, à Peshawar, au Pakistan, 500 000 dollars de Gary Schroen personnellement»



ISBN 978-3-86489-0888

(p. 190). Cependant, Ahmad Zia a mis l'argent dans sa propre poche. Cette information provient d'une conversation entre Massoud et Schroen. L'homme de la CIA lui a dit «qu'au cours de la guerre, environ 2000 missiles *Stinger* avaient été livrés en Afghanistan» (p. 190s.), dont 8 seulement ont été remis à Massoud. L'ISI était chargé de remettre les armes aux islamistes afghans, en privilégiant le groupe d'*Hekmatyar*. On sait que son groupe avait reçu le plus grand nombre de missiles *Stinger*. Aujourd'hui encore, ces seigneurs de guerre, criminels de guerre et barons de la drogue sont étroitement associés aux Etats-Unis. Depuis 2002, ils louent les terres aux Etats-Unis par le biais de contrats secrets. L'Afghanistan est ainsi devenu le porte-avions insubmersible des Etats-Unis. En retour, les Etats-Unis tolèrent le fait que la plupart des milliards d'aide internationale attribués à Kaboul aient disparu dans les poches de ces alliés américains. De plus, ils ont les mains libres pour extorquer la population, comme des gangs de brigands.

Le journaliste *Armin Wertz* a publié une chronique des opérations militaires et des services secrets des Etats-Unis dans le monde entier dans un travail de diligence extraordinaire. Il examine un total de 490 études de cas, commençant en 1794 par l'occupation militaire des territoires nord-américains habités jusqu'alors uniquement par des autochtones (p. 13), allant jusqu'aux opérations en octobre 2014 en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone (p. 327s.). Il s'agit d'un ouvrage de référence

Suite page 4



ISBN 978-3-89574-7793

# Egarements des européistes de l'UE

## Regard critique sur les verbiages portant sur la «démocratie» lors des élections européennes

par Karl Albrecht Schachtschneider, professeur de droit constitutionnel, Allemagne



Karl Albrecht Schachtschneider (photo wiki-mannia commons)

C'est avec assiduité que des politiciens ont propagé la notion de «démocratie» au sein de l'«Europe» et ont critiqué le fait que le Conseil européen n'a pas proposé le «premier candidat», vainqueur des «élections européennes», comme président de la Commission de l'Union européenne.

Le Conseil européen est composé des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne (UE) et des présidents du Conseil européen et de la Commission. L'homme politique concerné était l'un des nombreux vice-présidents de la CSU, Manfred Weber. Il était le soi-disant premier candidat du PPE, le Parti populaire européen. Le PPE est un «parti politique au niveau européen» au sens de l'art. 10 al. 4 TUE «contribuant à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union». A elle seule, cette phrase du prétendu traité fondateur de l'UE fait acte d'usurpation et astreint à propager l'UE, qui ne doit en aucun cas être ou devenir la «conscience politique européenne» ou la «volonté» des citoyens souverains des Etats membres de l'UE, phagocytés comme citoyens de l'Union. Beaucoup de citoyens ont encore une conscience nationale, ce qui est normal pour des citoyens de peuples et d'Etats souverains. Les partis politiques au niveau européen se composent de partis des Etats membres et forment des groupes parlementaires au sein du Parlement européen (PE). Il n'y a pas lieu d'être chagriné par le fait que le candidat proposé par la chancelière allemande, le président du groupe du PPE Manfred Weber, ait été rejeté, essentiellement par le Président de la République française, par le Premier ministre de la République italienne et par les chefs d'Etat et de gouvernement du groupe de Visegrád. Le principal intéressé n'a en effet montré aucune aptitude pour ce poste et le pouvoir qu'il confère.

### «Evolution de la démocratie en Europe»?

Dans un récent commentaire paru dans le «Handelsblatt» (9 juin 2019, n° 129), Jürgen Rüttgers a qualifié de «décision scandaleuse» le fait que le Conseil européen n'ait pas désigné comme président de la Commission un candidat de premier plan pour les élections européennes. Les «élections européennes [auraient] sans aucun doute été un signal positif pour le continent». Les «citoyens de l'Union» auraient «donné un signal clair pour l'avenir [...] contre les ennemis de l'Europe, tels que les présidents américain et russe», car «plus de la moitié des 400 millions d'électeurs [auraient] pris part aux élections.» «Pour la première fois, la participation électorale dans la deuxième plus grande démocratie du monde a augmenté de 8%.» Il se plaint que «le Conseil européen n'[a] pas de légitimité européenne, seulement une légitimité

«Le principe démocratique est essentiel en tant qu'expression politique de la notion générale de liberté et ne tolère pas les mascarades verbales contraires à la liberté, qui sont autant d'outrages à l'égalité dans la liberté de tous les citoyens. Au niveau de l'Union, l'UE ne connaît pas l'égalité de la liberté politique. L'essence d'un parlement est l'élection égalitaire de ses membres, impérative en raison de l'égalité des citoyens en matière de liberté politique.»

nationale». Il serait «grand temps d'abolir les arrangements antidémocratiques dans les coulisses». La «poursuite du développement de la démocratie en Europe [serait] importante». Cet avocat et ancien ministre fédéral et ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie sait peu de choses sur la démocratie, sur les institutions de l'UE et même sur la souveraineté des peuples. Il ne sait même pas ce qu'est l'Europe. Il fait aussi partie de ceux qui remplacent leur méconnaissance de l'Etat et du droit par des formules expiatoires incongrues. Telle semble être la principale compétence demandée aux politiciens allemands.

### L'UE n'est pas l'Europe

Venons-en à l'essentiel:

1. L'élection européenne, déjà un euphémisme, n'est pas une élection dans ou pour l'Europe, mais dans et pour l'UE, la plus petite partie du continent appelé Europe. L'Europe est le continent bordant l'Atlantique qui est séparé de l'Asie par l'Oural. L'UE est une organisation de droit internationale, une association d'Etats (Cour constitutionnelle fédérale (BVerfGE) 89, 155 (184, 186, 188ss.); 123, 267, point 229) de (encore) 28 Etats appartenant à l'Europe. La Russie, qui constitue la majeure partie de l'Europe, n'en fait pas partie, ni l'Ukraine, ni la Biélorussie, ni la Norvège, et pas non plus la Suisse, le Liechtenstein, et divers pays des Balkans, etc.

### Le PE n'est pas un parlement au sens démocratique du terme

2. Le PE n'est pas un parlement au sens démocratique du terme. Cette «assemblée» de «représentants des peuples» (art. 137 TCEE) ou le PE composé de «représentants des peuples» (art. 137.1 du traité CE dans la version du traité UE), tel que la Cour constitutionnelle fédérale continue de qualifier le PE de l'UE (arrêt Lisbonne BVerfGE 123, 267, point 280ss., 286), ne dispose pas d'un pouvoir de légitimation démocratique et ne constitue pas un véritable Parlement.<sup>1</sup> Le PE n'est pas «composé de représentants des citoyens de l'Union» (malgré ce que prétend l'art. 14.2 phrase 1 TUE). Les députés européens ne représentent aucun peuple. Il n'existe pas de peuple des Européens, pas même un «peuple de l'Union» (BVerfGE 123, 267, point 280, 346ss.), ni institutionnellement, ni socialement, c'est-à-dire pas d'identité de «citoyens de l'Union», tels qu'ils sont appelés dans les traités de l'UE (art. 10.2 TUE), en tant que peuple. Les députés européens représentent les citoyens de leur pays d'ori-

gine. Dans l'arrêt Lisbonne, la Cour constitutionnelle fédérale a rejeté l'art. 10.1 phrase 1 TUE pour usurpation. BVerfGE 123, 267, point 280: «Même après la nouvelle formulation de l'art. 14.2 TUE-Lisbonne et contrairement aux prétentions que semble exprimer l'art. 10.1 TUE-Lisbonne par sa formulation, le Parlement européen n'est pas un organe représentatif d'un peuple européen souverain. D'ailleurs, il n'est pas conçu comme une unité soudée représentant les citoyens de l'Union selon le principe de l'égalité électorale, mais comme une représentation des peuples à l'aide de contingents impartis de députés nationaux.» Les députés européens ont donc été élus par les peuples des Etats membres dans le cadre de procédures électorales distinctes, chaque pays individuellement.

En aucun cas «les citoyens sont directement représentés, au niveau de l'Union, au Parlement européen», comme le dit l'art. 10.2 TUE. C'est une phrase de propagande européiste qui tente de suggérer des conditions démocratiques, en vain. Pire encore, si l'expression est prise au sérieux, elle dit que les citoyens n'ont choisi qu'une faible proportion des élus qui les représentent. Difficile de faire moins démocratique. Les citoyens des Etats membres sont représentés vers l'extérieur par leur Etat. On ne parvient pas à présenter l'UE comme une organisation sui generis située entre l'Etat et le droit international. Ce faisant, les principes juridiques respectifs ne sont pas respectés et la souveraineté des peuples en tant que liberté des citoyens, dont découlent respectivement le droit étatique et le droit international sous leur propre forme, est violée. Le principe démocratique est essentiel en tant qu'expression politique de la notion générale de liberté et ne tolère pas les mascarades verbales contraires à la liberté, qui sont autant d'outrages à l'égalité dans la liberté de tous les citoyens. Au niveau de l'Union, l'UE ne connaît pas l'égalité de la liberté politique. L'essence d'un parlement est l'élection égalitaire de ses membres, impérative en rai-

son de l'égalité des citoyens en matière de liberté politique (BVerfGE 1, 208 (248ss.); 16, 130 (138ss.); 95, 408 (417ss.)).<sup>2</sup> Toutefois, le poids des voix des électeurs du PE est extrêmement variable. Un membre du PE originaire d'Allemagne représente 1100% de citoyens de plus qu'un député originaire de Malte, mais aussi un nombre supérieur variable de citoyens que les députés de tous les autres Etats membres. Pour cette seule raison ses organes en tant que tels ne peuvent pas être légalisés d'un point de vue démocratique (dans le sens de BVerfGE 123, 267, point 280ss., 286).

### «L'apparence de légitimité démocratique est contraire à la dignité humaine»

Si le PE ne satisfaisait pas les intérêts de nombreux politiciens dans le cadre d'un mandat parlementaire amplement pourvu et richement doté, il serait superflu. Il dérange et coûte de l'argent. L'apparence de légitimité démocratique est contraire à la dignité humaine, à l'idée du droit. «La plus grande injustice est de paraître juste, mais de ne pas l'être.»<sup>3</sup>

Manfred Weber était candidat de premier rang sur la liste électorale européenne de la CDU/CSU. Il ne s'est présenté à aucune élection dans un autre Etat membre, et n'y serait d'ailleurs pas autorisé. Il est aujourd'hui l'un des représentants du peuple allemand au PE. Il ne représente aucun autre peuple. En termes de politique électorale, il convient de noter que pratiquement personne dans les autres peuples de l'UE ne connaissait ce candidat. Il n'y a probablement personne qui a accordé en raison de Manfred Weber sa voix au parti qu'il a choisi dans son pays, pas même en Allemagne, sauf peut-être quelques électeurs en Bavière.

### «Les décisions du PE n'assurent pas une légalité démocratique aux mesures de l'UE»

3. Les décisions du PE n'assurent pas une légalité démocratique aux mesures de l'UE. Dans l'arrêt Maastricht, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré que le PE avait simplement «une fonction de soutien» pour la légitimation des actes juridiques communautaires (BVerfGE 89, 155 [184, 186, 188ss.]), et dans l'arrêt Lisbonne elle a parlé uniquement d'une «source supplémentaire indépendante de légitimation démocratique» (BVerfGE 123, 267, point 262, 271, p. 276ss., 280ss., 289ss., notamment points 262, 271).<sup>4</sup> Ces arrêts sont favorables à l'intégration. La légalité démo-

Suite page 5

## La plate-forme ÖXIT et les élections au Conseil national autrichien

Inge Rauscher, initiatrice et porte-parole du mouvement «ÖXIT – Plattform für Heimat und Umwelt, Neutralität und direkte Demokratie [plate-forme en faveur de la patrie, de l'environnement, de la neutralité et de la démocratie directe], a présenté, avec le soutien d'autres groupes de personnes engagées, un projet de participation aux élections du Conseil national autrichien de cet automne. Sa requête n'a pas été acceptée par les instances officielles.

En Autriche, les déclarations de soutien pour les élections font l'objet d'une procédure compliquée: elles doivent être signées par les citoyens à la main, devant le fonctionnaire responsable, dans le bureau communal ou municipal de leur lieu de résidence avec l'indication de l'adresse complète, de la date de naissance et suite à la présentation d'une pièce d'identité officielle. Cette «déclaration de soutien officiellement confirmée» doit ensuite être envoyée en original par voie postale au groupe électoral pour qu'elle soit soumise aux 9 Etats fédérés. Seuls 15 jours ouvrables étaient de facto disponibles pour cette procédure au milieu de la période principale de vacances.

Les déclarations de soutien susmentionnées ont été transmises aux autorités élec-

torales des trois plus grands Etats fédérés, dans lesquels habitent plus de 55% de l'ensemble des électeurs. Les requêtes n'ont pas été acceptées malgré les objections avancées. D'autres mesures juridiques dans cette affaire sont en préparation, mais ne pourront être déposées qu'après les élections au Conseil national du 29 septembre, auxquelles la plate-forme ÖXIT ne pourra pas participer.

Dans son communiqué, Inge Rauscher mentionne également le fait suivant:

«Récemment, le chef du ressort Elections d'un bureau de district de la ville de Vienne nous a informés que nous avions obtenu 545 déclarations de soutien (nombre légal requis 500). Cela prouve que les autorités connaissent parfaitement le nombre de déclarations de soutien en faveur des partis ou des groupements d'électeurs. La volonté des citoyens est donc clairement reconnaissable, et dans une démocratie, c'est précisément cette volonté qui devrait être pris en compte.»

Pour de plus amples informations: ÖXIT-Plattform für Heimat & Umwelt, Neutralität und Direkte Demokratie: «Initiative Heimat & Umwelt» und «Neutrales Freies Österreich» ([www.oexitplattform.at](http://www.oexitplattform.at), [jazumoexit.at](mailto:jazumoexit.at)) Inge Rauscher +43 2242 70516 ou +43 664 5818307, [ihu@a1.net](mailto:ihu@a1.net), Rudolf Pomaroli +43 699 10086924, [buendnis@nfoe.at](mailto:buendnis@nfoe.at)

(Traduction Horizons et débats)

### «Éléments criminels de la politique ...»

suite de la page 3

de la plus haute valeur pour tous les amis et les critiques de la politique étrangère américaine. Bien que la liste des interventions militaires américaines semble interminable, l'auteur a tenté de présenter un inventaire aussi complet que possible. Les Etats-Unis ont toujours essayé de déstabiliser, voire renverser, des gouvernements indésirables d'abord par des activités politiques et des sanctions économiques, comme c'est le cas actuellement au Venezuela, en Iran et en Syrie. Mais «assez souvent [ils] ont utilisé toute leur puissance militaire, si le but ne pouvait être atteint autrement», déclare Armin Wertz dans son introduction (p. 9). Il précise ainsi que l'intervention récente des Etats-Unis en Syrie n'était pas la première, mais qu'une déstabilisation de la République arabe par les Etats-Unis eut lieu dès son accès à l'indépendance

en 1947 et dura jusqu'en 1957 (p. 103s.). Il rappelle également le coup d'Etat de 1953 contre Mohammad Mossadegh, à l'époque Premier ministre iranien bourgeois-libéral, pesant aujourd'hui encore sur les relations américano-iraniennes (p. 128s.). Aucun continent n'a été épargné d'agressions américaines.

L'enquête s'appuie sur de très nombreuses sources. La liste des abréviations et, avant tout, le registre des personnes sont particulièrement utiles. Le livre a été publié en 2015, mais il restera longtemps d'actualité. Ce n'est pas la première fois que la petite maison d'édition de Francfort, le Westend Verlag, publie un ouvrage aussi intéressant.

• Kramer, Daniel Robert. *Verdeckte militärische Operationen der USA* [Opérations militaires secrètes des Etats-Unis], Berlin 2011

Wertz, Armin. *Die Weltbeherrscher: Militärische und geheimdienstliche Operationen der USA* [Les dirigeants du monde: opérations militaires et des services secrets des Etats-Unis], Francfort-sur-le-Main, 2015

(Traduction Horizons et débats)



# Trump et l'influence des bellicistes néoconservateurs

## L'Europe sera-t-elle capable de se construire son propre caisson étanche?

par André Archimbaud, consultant stratégique, France



André Archimbaud  
(photo mad)

L'alliance de Trump avec les néoconservateurs (sorte de «néo-trotskistes» qui, depuis une cinquantaine d'années, contrôlent les strates politiques, médiatiques, technologiques, et bureaucratiques du «Deep State», cerveau de l'Empire américain) aura donc payé. La dernière audition par la Chambre des représentants du procureur Mueller a allumé un pétard mouillé.

La puissante machine de démolition lancée contre lui dès 2016 par ces mêmes néoconservateurs a progressivement conduit Trump – semble-t-il contre son gré – à rentrer dans le rang en politique internationale. Bill Clinton avait dû «faire» la Serbie, George W. Bush l'Irak, Barack Obama la Libye. Donald Trump, encerclé de faucons, a laissé ces der-

niers planter un vaste champ de bombes à retardement au Venezuela, en Iran, dans la mer Baltique.

Les néoconservateurs le soutiennent donc, comme la corde soutient le pendu, feignant allégeance à ses slogans «Make America Great Again» et «America First». Car pour eux, les autres puissances sont autant de tumeurs qu'il faut affamer avant qu'elles ne métastasent et renversent le nouvel ordre des siècles. D'où la guerre du XXI<sup>e</sup> siècle pour le contrôle mondial de l'énergie et celui des hautes (cyber)technologies.

Dans ce contexte, Russes, Indiens et Chinois s'organisent déjà pour construire un caisson étanche commun (financier, monétaire, juridique, énergétique, technologique) afin de se prémunir contre toute attaque «extraterritoriale» de la part de l'Empire. Cependant que l'Europe (dont le revenu est équivalent à celui des Etats-Unis) se soumet comme une république bananière, cédant ses joyaux industriels, payant des amendes

outrancières au Trésor américain selon le bon plaisir de ses priorités géostratégiques. Bref, au lieu d'agir comme le moteur de l'Eurasie, elle lie son sort à celui de la future Atlantide.

La France menace les GAFAs [Google, Apple, Facebook, Amazon] en imposant une taxe sur leurs revenus, au lieu de cibler leurs agissements orwelliens. Et Big Brother de riposter via Trump, qui suggère une taxation des vins français, inférieurs, dit-il, aux vins californiens. Et pour cause: les élections présidentielles et législatives ne sont pas loin, et le vote californien importe énormément, en particulier s'il faut protéger ceux des parlementaires républicains qui subsistent encore dans cet Etat emblème du mondialisme.

Reste que Trump a le vent en poupe: l'audition Mueller a rappelé aux Américains que Mueller, ce respectable républicain et «héros du Vietnam», avait loué son vénérable nom, sa crédibilité, à un commando de juristes, anciens clintoniens principalement, eux-

mêmes assistés des anciens des services de renseignement américains et anglo-saxons. Et cela a renforcé la légitimité des nouvelles enquêtes lancées par le ministre de la Justice Barr sur les exactions de ceux qui voulaient renverser Trump, donc sur la cause de cette violente campagne de déstabilisation. Les démocrates se fractionnent peu à peu, entre la vieille garde néoconservatrice qui ne veut plus vraiment déposer le président et les jeunes révolutionnaires obsédés par la punition du «privilège blanc» comme de l'Etat d'Israël. Reste que la brutalité verbale de Trump a le mérite de la franchise. Les Etats-Unis n'ont pas d'amis mais des «alliés», c'est-à-dire des vassaux. Pendant la guerre froide, les Européens auraient pourtant pu croire qu'alliance et amitié étaient synonymes. Alors, l'Europe sera-t-elle capable de se construire son propre caisson étanche? •

Source: [https://www.bvoltage.fr/trump-veut-punir-le-vin-francais/?mc\\_cid=7b90c0b5d2&mc\\_eid=4edb9980d5](https://www.bvoltage.fr/trump-veut-punir-le-vin-francais/?mc_cid=7b90c0b5d2&mc_eid=4edb9980d5) du 28/7/19

### «Egarements des européens de l'UE» suite de la page 4

cratique de l'action juridique de l'UE ne peut être accordée que grâce au consentement des parlements nationaux face aux compétences revendiqués par l'UE dans ses traités fondateurs. Ces compétences devraient être déterminées conformément au principe de délimitation des compétences (art. 5 TUE; BVerfGE 89, 155 (181ss., 191ss.); 123, 267, points 226, 234ss., 262, 265, 272, 275, 298ss., 300ss., 326)<sup>5</sup> de telle sorte que la politique de l'UE soit prévisible et puisse donc être assumée (BVerfGE 89, 155, points 116, 122, 137, 139, 147; voir déjà BVerfGE 58, 1 [37]; 68, 1 [98ss.]). C'est un dogme discutable, mais il s'agit de la ligne de vie posée par la Cour constitutionnelle fédérale pour la légitimité démocratique des actes juridiques de l'UE. Dans la pratique, les compétences sont larges et ouvertes et couvrent la quasi-totalité des politiques possibles.<sup>6</sup> Les mesures de l'UE ne sont en aucun cas prévisibles et ne peuvent encore moins être assumées. L'UE est un événement totalement antidémocratique, un «monster horrible», une dictature bureaucratique.

### «Il manque au PE d'importantes habilitations parlementaires»

4. Le PE manque non seulement de pouvoirs parlementaires essentiels, en particulier du droit d'initiative pour les actes législatifs, mais aussi des instruments de contrôle habituels des parlements vis-à-vis des gouvernements, en particulier le droit de remplacer le chef de gouvernement, que ce soit par un vote de défiance destructif ou constructif. Il n'y a même pas de chef de gouvernement européen, mais au mieux un président de la Commission qui prétend l'être. Après tout, il n'y a pas de gouvernement de l'UE, car il ne peut exister dans une fédération d'Etats. Outre la Commission, les institutions de l'UE sont le Conseil européen et le Conseil, aussi appelé Conseil des ministres, la Banque centrale européenne et la Cour de justice de l'UE ainsi que la Cour des comptes, qui toutes n'ont aucune dignité démocratique,<sup>7</sup> mais sont des institutions de droit international avec des éléments de droit étatique violant, faute de légitimité démocratique, la souveraineté des citoyens et des peuples. Les ministres des Etats membres au sein du Conseil sont essentiellement liés par les orientations de leur chef de gouvernement. L'UE dispose d'un rapport de force indépendant entre ses institutions. En dehors de la politique du personnel, la politique n'est en aucun cas déterminée uniquement par les gouvernements des Etats membres. C'est pourquoi les décisions en matière de personnel sont très importantes.

L'UE, une organisation de droit international, s'est non seulement rapprochée fonctionnellement mais aussi institutionnellement d'un Etat et est généralement qualifiée de supranationale (par opposition à internationale). Les décisions prises à la majorité par les organes, étrangères au droit international, sont particulièrement contestables. Elles

### «L'UE est un événement totalement antidémocratique, un «monster horrible», une dictature bureaucratique.»

existent dans les procédures de règlement des différends, mais en principe, les décisions de ces tribunaux ne lient pas les Etats, elles ne font que clarifier la situation juridique. Le concept de supranationalité n'a aucune teneur en droit étatique ou international qui permette d'en tirer des conséquences juridiques.

### «La souveraineté des peuples et la liberté des citoyens font obstacle à un futur Etat UE»

Les européens veulent faire avancer l'UE dans le sens d'une «union toujours plus étroite» vers un Etat fédéral en tant qu'Etat souverain et enlever la souveraineté aux Etats membres et à leurs citoyens. Cela n'est tout simplement pas compatible avec la liberté des citoyens. En raison de la taille de l'UE et de l'hétérogénéité des peuples, son déficit démocratique est insurmontable. Une fédération d'Etats sous la forme d'une sorte de fédération de peuples souverains ne peut être organisée démocratiquement. La souveraineté des peuples et la liberté des citoyens font obstacle à un futur Etat UE.

### «Un véritable parlementarisme présuppose un Etat»

5. Un véritable parlementarisme présuppose un Etat, qui ne peut être que l'organisation d'un peuple pour la réalisation du bien commun. Le statut d'Etat de l'UE ne peut pas être créé par des verbiages démocratiques, mais tout au plus par des décisions des peuples de renoncer à leur souveraineté pour fonder un grand Etat UE (cf. BVerfGE 123, 267, points 179, 226ss., aussi point 346ss.).<sup>8</sup> On ne peut que craindre cela. Ce serait la fin du caractère européen des Etats membres de l'UE, possédant tout de même encore certains éléments démocratiques et constitutionnels. Certes, ceux-ci sont de plus en plus écrasés par le capitalisme mondial néolibéral, d'entente avec l'égalitarisme mondial des socialistes. Telles sont aussi les forces motrices du grand Etat «Europe».

En cas de doute, le grand Etat UE suivrait l'exemple de la Chine et deviendrait une dictature capitaliste socialiste. Le président des Verts Robert Habeck a exprimé sa préférence pour un tel grand Etat selon le modèle chinois. Ce «politicien» ne sait que faire de la notion de peuple,<sup>9</sup> ni donc de la Loi fondamentale, car le peuple, à savoir le peuple allemand, est la notion-clé de la Loi fondamentale. Celle-ci rassemble le peuple des Allemands en un Etat d'où émane tout le pouvoir de l'Etat allemand (art. 20.2 phrase 1 LF).

### «Si vous ne savez pas ce qu'est un peuple, vous ne pouvez pas être démocrate»

Si vous ne savez pas ce qu'est un peuple, vous ne pouvez pas être démocrate. Vous n'êtes pas qualifié pour représenter le peuple, parce que vous n'êtes pas même capable de l'iden-

tifier. La rhétorique démocratique est une pure hypocrisie. Un politicien qui renie son peuple négligera aussi l'ordre de base démocratique libre que tout politicien en Allemagne est tenu de mettre en œuvre. La démocratie et l'Etat de droit ne peuvent être réalisés qu'à de petites échelles, au sein de peuples suffisamment homogènes. C'est le cas des Allemands, dans la mesure où la nationalité allemande n'a pas été accordée à des étrangers sans une homogénéité allemande suffisante, à savoir un minimum de connaissances linguistiques allemandes et un minimum de culture allemande. Dans le cas contraire, les naturalisations en question sont nulles et non avenues en raison de leur caractère manifestement illégal.

### Le modèle creux de «premier candidat»

6. Contrairement à la formulation démocratique de l'art. 17.7 phrase 2 TUE, le PE n'a pas pour tâche d'«élire» le président de la Commission. Elle peut seulement «élire» la proposition du Conseil européen à la majorité de ses membres et donc accepter ou refuser sa fonction. Qui n'a ni droit de proposition ni alternative ne vote pas.

Seuls les membres du Conseil européen dont la proposition requiert la majorité qualifiée (art. 17.7 phrase 1 TUE) ont le choix. Ils peuvent proposer la candidature de tout ressortissant d'un Etat membre. Les membres de la Commission sont «choisis en raison de leur compétence générale et de leur engagement européen et parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance.» (art. 17.3 al. 1 TUE). Ce que l'on entend par «Europe» n'est pas clair. Ce devraient être des personnes voulant abolir l'UE, pour que l'Europe puisse redevenir européenne, un continent de peuples souverains au mieux pacifiés au sein d'une union d'Etats. Sinon cette disposition devrait dire «pour l'Union européenne». Lors de la sélection du candidat au poste de président de la Commission, il devrait être «tenu compte» du résultat des élections au PE (art. 17.7 phrase 1 TUE). Mais un politicien de l'Union intégré dans son groupe politique acquiert ainsi une notoriété particulière. Cela va à l'encontre de l'exigence «toutes garanties d'indépendance». L'esprit de parti et l'indépendance des officiels s'opposent.

Les dispositions constitutionnelles, pour ainsi dire, des traités de l'Union sont contradictoires par définition, car complaisantes. Toute politique peut être justifiée sur la base de telles règles. La propagande en faveur des soi-disant meilleurs candidats a permis de présenter cette volonté de «tenir compte» comme le droit pour le «vainqueur» de l'«élection européenne» de viser le poste de président de la Commission. Premièrement, cette élection européenne de l'UE n'existe pas, il n'y a que des élections nationales dans les Etats membres de l'UE; deuxièmement, si les élections sont instrumentalisées en

une sélection, ce choix serait manifestement contraire à l'égalité et donc une violation flagrante du principe démocratique. Des voix qui ignorent les traités et le droit dans les républiques démocratiques se font entendre pour invoquer la «démocratie en Europe» avec une passion hypocrite. Elles confondent la démocratie avec leurs intérêts.

Les verbiages sur le droit du candidat prétendument victorieux au poste de président de la Commission semblable à celui de chef de gouvernement, avec lesquels tous ceux qui veulent paraître démocratiques doivent être d'accord, même Ursula von der Leyen, qui a été nommée présidente de la Commission sans répondre à ce postulat, ces verbiages sont creux et très éloignés de toute Constitution. Un tel droit n'existe pas non plus en Allemagne. Le Bundestag, généralement après une élection au Bundestag, élit le Chancelier fédéral qu'il souhaite, sur proposition du Président fédéral (art. 63 LF). Le Chancelier élu ne doit même pas appartenir au Bundestag. Le choix du Bundestag représente bien sûr la volonté, ou mieux l'arbitraire de la majorité des députés. De cette manière, la Constitution peut être détournée contre le principe de la sélection du meilleur. Lors des élections parlementaires, le peuple élit uniquement les membres du Parlement, les représentants de tout le peuple.

La formule *premier candidat* doit disparaître de l'usage linguistique de la démocratie. •

(Traduction Horizons et débats)

<sup>1</sup> cf. Schachtschneider, Karl Albrecht. *Souveränität. Grundlegung einer freiheitlichen Souveränitätslehre. Ein Beitrag zum deutschen Staats- und Völkerrecht*, 2015, p. 466ss. idem, *Verfassungsbeschwerde Lissabon-Vertrag*, 3<sup>e</sup> partie J I; J. Ott. *Das Europäische Parlament als Parlament*, 2015

<sup>2</sup> Le poids du vote des électeurs dans les circonscriptions électorales des élections au Bundestag ne peut différer que de 33,3%.

<sup>3</sup> Platon. *Politeia/Der Staat*, in: Eigler, Gunther (Ed.) *Werke in acht Bänden*, griechisch und deutsch, vol. 4, traduction par F. Schleiermacher et H. Müller, révisé par D. Kurz, 2<sup>e</sup> édition 1990, 361a.

<sup>4</sup> Par contre CEDH, EuGRZ 1999, 200 (204), qui attribue au Parlement européen le rôle d'«instrument fondamental de contrôle démocratique et politique dans le système de la Communauté européenne», parce que «sa légitimation démocratique repose sur le suffrage universel direct» et que le Parlement «est à considérer comme la composante de la structure communautaire européenne correspondant le mieux à l'effort pour garantir une «démocratie politique efficace»; c'est une formulation euphémique, mais aussi révélatrice.

<sup>5</sup> Schachtschneider, Karl Albrecht. *Prinzipien des Rechtsstaates*, 2006, p. 71ss.; idem., *Souveränität*, p. 479ss.

<sup>6</sup> cf. Schachtschneider, Karl Albrecht. *Verfassungsbeschwerde gegen den Lissabon-Vertrag*, vom 25. Mai 2008, BvR 1094/08. Page d'accueil: [www.KASchachtschneider.de](http://www.KASchachtschneider.de), sous Downloads, 3<sup>e</sup> partie, B à H; idem., *Souveränität*, p. 472ss.

<sup>7</sup> cf. Schachtschneider, Karl Albrecht. *Souveränität*, p. 460ss.

<sup>8</sup> Schachtschneider, Karl Albrecht. *Souveränität*, p. 177, 272ss.; idem., *Die nationale Option*, 2017, p. 210ss.

<sup>9</sup> Jürgen Fritz Block du 5 mai 2018, Habeck: «Es gibt kein Volk.»

# Entre compromission et résistance – Le compositeur russe Dmitri Chostakovitch

A propos de la biographie romancée de Julian Barnes «Le Fracas du temps»<sup>1</sup>

par Winfried Pogorzelski, germaniste, professeur de lycée

«A l'époque, la perception du public à propos d'une œuvre n'avait aucune importance, pas plus que le ressenti de la critique. Rien de tout cela n'avait de poids. La question cruciale était toute autre: comment le tyran trouve-t-il ton œuvre? Et j'insiste: cela était vital.»

Dmitri Chostakovitch<sup>2</sup>

«L'art appartient à tout le monde et à personne, l'art est de tous les temps mais il est également intemporel. L'art appartient à ceux qui le créent et à ceux qui l'apprécient. L'art n'appartient pas plus au peuple et au parti qu'il n'a appartenu à la noblesse et aux mécènes. L'art est le murmure de l'histoire que l'on entend malgré le fracas du temps.»<sup>3</sup>

C'est ce que raconte «Le Fracas du temps», la biographie romancée de *Dmitri Chostakovitch* (1906–1975) écrite par l'écrivain britannique *Julian Barnes*. En quelques pages, l'auteur montre clairement et précisément ce que cela signifiait pour le compositeur russe de devoir se conformer jusqu'à un certain point au système soviétique afin de pouvoir travailler, et démontre en même temps de quelle façon il a, par le biais de son art, manifesté sans ambiguïté son opposition à la dictature soviétique. Des notes, présentées comme un journal, des anecdotes historiques et vérifiées, des dialogues, des réflexions sous forme d'essai – tout cela habilement imbriqué et suivant un ordre alternatif –, il est clair que Barnes se range aux côtés du compositeur dont il nous donne à voir de manière impressionnante et souvent inquiétante l'existence menée entre adaptation et résistance. A bien des égards, la vie et les activités de Chostakovitch sont un exemple pour de nombreux artistes – partout dans le monde et en tous temps – et c'est cela qui en rend la lecture si enrichissante.

## Vivre et composer sous la dictature

Barnes se concentre en particulier sur deux aspects: qu'est-ce qu'implique, pour un individu au sein d'une dictature, dans sa vie quotidienne et au travail, cette oscillation constante entre compromission et résistance? A quels dangers, quelles angoisses, quelles craintes est-il exposé? A quels remords s'expose-t-il, quelles justifications se représente-t-il, comment s'en sort-il, comment échoue-t-il? Le second point concerne les questions artistiques: dans ces circonstances particulières, comment peut œuvrer un artiste ayant décidé de ne pas s'exiler? Quelle est sa marge de manœuvre? L'art peut-il s'exprimer clairement et, dans l'affirmative, y a-t-il une chance pour qu'il soit compris, pour que son action soit efficace?

Le «Fracas du temps» – c'est le déroulement des événements politiques et de l'évolution chaotique de la vie de Chostakovitch, une existence dont il n'a jamais pu être sûr. A l'époque de la domination *stalinienne*, il court un grand danger. Ses œuvres ne trouvent pas grâce aux yeux du dictateur, ou alors seulement en apparence. Chostakovitch est l'ami d'autres opposants au régime et il voit des proches, des amis et des collègues – dont son protégé, le maréchal *Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhatchevski* – tomber victimes des «purges» staliniennes. Tous les jours, il craint pour sa vie. Chaque soir, il s'étend sur son lit aux côtés de sa femme, mais il est tout habillé avec sa valise faite à ses pieds ...

## Vitrine du régime contre son gré

Mais on le protège. Son inconfortable destin – dicté par le pouvoir par pur intérêt – est évidemment de vivre, et même de vivre en dictature comme un artiste, sans renier l'art mais au prix toutefois de devoir constamment craindre pour sa vie. Le pouvoir est toujours arbitraire: faisant volte-face, *Staline* dément que Chostakovitch ou son œuvre aient jamais fait l'objet de critiques. Il n'a jamais entendu parler d'une liste noire où aurait figuré le nom du compositeur. Le dictateur oblige ce dernier à participer au «Congrès de la culture et de la science pour la paix dans le monde» à New

York. Le compositeur est de plus en plus contraint de s'asseoir entre deux chaises: contre sa volonté, il doit lire publiquement des textes allant dans le sens de la propagande soviétique – il le fait sans montrer le moindre intérêt. Ses relations avec l'exilé *Igor Stravinsky* sont extrêmement ambiguës: il aurait très volontiers rencontré celui qui est selon lui le plus grand compositeur du XX<sup>e</sup> siècle. Mais Stravinsky fait circuler un télégramme disant qu'il ne peut recevoir les artistes soviétiques: «Toutes mes convictions éthiques et esthétiques s'y opposent.»<sup>4</sup>

Certes, Chostakovitch lui reproche d'avoir, dans son installation confortable au sein de l'Olympe américain, gardé le silence quant à la situation réelle dans le pays du communisme stalinien, par exemple en ce qui concerne la chasse aux sorcières ravageant les rangs des artistes. Mais le discours dont il doit donner lecture dépasse les limites: Stravinsky est accusé de perversion, de néant nihiliste dans ses écrits, de trahison de la patrie, «de par son adhésion à la clique des musiciens réactionnaires».<sup>5</sup>

Vu de l'extérieur, le voyage aux Etats-Unis est un succès pour Chostakovitch: il répond poliment aux questions, pose pour des photos, il est facile à contenter ... Lui, qui pensait n'être qu'un parmi tant d'autres de ces centaines de participants au Congrès en est la star: le voyage de la délégation soviétique dans le pays d'origine du capitalisme est un véritable succès public mais se conclut pour le compositeur lui-même par un désastre personnel: il vit «la plus grande humiliation de sa vie, ne ressent que dégoût et mépris pour lui-même».<sup>6</sup> On lui avait tendu un piège, et il ne lui restait plus rien à faire que de «trotter comme un rat de laboratoire dans les galeries éclairées et labyrinthiques d'une quelconque expérience [...]».<sup>7</sup> Et comme si tout cela ne suffisait pas, plusieurs articles sur le Congrès mondial paraissent au pays sous son nom, abondant tous dans le sens de l'idéologie soviétique.

## Stratégie de survie

A l'époque de *Khrouchtchev*, comme l'a dit la poétesse *Anna Akhmatova*, «le pouvoir était devenu végétarien»<sup>8</sup> – mais on peut aussi mourir étouffé si on vous enfonce des légumes dans la gorge. «*Nikita Kukuruz*» (*Kukuruz* = maïs), originaire d'une famille paysanne de l'ouest de la Russie, ne comprenait rien à la musique et pour lui c'était «comme de donner de la confiture à un cochon»<sup>9</sup>, la musique de Chostakovitch n'étant pour lui «rien d'autre que du jazz – cela vous donne mal au ventre. Et on me demande d'applaudir?»<sup>10</sup>

A présent, une liquidation brutale n'était plus à craindre, car le pouvoir persistait à s'intéresser à lui, à l'instrumentaliser. On fait pression sur Chostakovitch pour qu'il préside l'Association des compositeurs russes, la condition préalable étant son adhésion au parti, ce qu'il fait contre son gré. Une fois de plus, il est clair qu'il s'agit toujours d'une seule et même chose: préserver son existence physique et artistique au prix d'une continue mise en conformité.

Cette conduite, cette façon de se remettre entre les mains du pouvoir, il ne parvient à les justifier face à sa conscience qu'au prix d'innombrables acrobaties intellectuelles comme par exemple une «théorie de la lâcheté et/ou du pleutre» quand il se dit: «Etre un lâche demande de la ténacité, de l'endurance, un refus du changement – et cela en a fait une sorte de courage [...]». Les joies de l'ironie ne l'avaient pas encore abandonné.<sup>11</sup>

Il signe des articles pour la «*Pravda*» et pour la *Sovietskaïa Musika* (l'organe de l'Association des compositeurs soviétiques et du Ministère de la culture de l'URSS), avec les-



Dmitri Chostakovitch lors son arrivée à l'aéroport de New York. Il se rend à une conférence de paix avec une délégation soviétique. (photo keystone)

quels il est en totale contradiction et – pire encore – des calomnies sur *Sakharov*, *Soljenitsyne* et *Tchékhov*, et il est parfaitement conscient de ce qu'il fait. Ironie dans un Etat totalitaire? Non, cela ne peut pas fonctionner quand il s'agit d'annoncer la couleur, en tant qu'homme, en tant qu'artiste: «On ne peut pas signer des lettres en se bouchant le nez ou en croisant les doigts derrière son dos, et croire que d'autres subodorent qu'on ne pensait pas ce que l'on a dit.»<sup>12</sup>

Il exclut l'«échappatoire» du suicide pour deux raisons: pourquoi le réaliser physiquement quand on l'a déjà fait moralement. Et puis surtout – constate amèrement Chostakovitch – il lui manque le respect de soi nécessaire à sa réalisation.<sup>13</sup>

## A qui appartient la musique?

Dans son roman, Barnes aborde également la question de ce qui est possible à l'artiste au travers de ses œuvres: être authentique, représenter la réalité de façon critique, et ainsi donner du courage aux gens. La musique de Chostakovitch constitue le véritable contrepoint à ses compromissions forcées. Là aussi, il tente d'utiliser l'ironie, sans parvenir toutefois à faire illusion: dans la phrase finale du Premier concerto pour violoncelle (op. 107 en mi bémol majeur) personne n'a remarqué l'allusion qu'il a faite, sous la forme d'une version satirique distordue, à «*Suliko*», la chanson géorgienne favorite de Staline, personne ne l'a vu, pas même son élève, ami et bienfaiteur *Mstislav Leopoldovitch Rostropovitch*, qui lorsqu'il l'exécute, passe totalement à côté du passage en question ...

Il en va tout autrement pour la Cinquième symphonie en ré mineur, op. 47, qu'il achève en 1937 et dont la première représentation dans la Philharmonie de Leningrad et accueille avec enthousiasme par le public. A cette époque, personne ne pouvait ignorer les terribles réalités de la vie en Union soviétique: les procès-spectacles, les dénonciations et les disparitions – dont la sœur et le beau-frère de Chostakovitch ont eux-mêmes été victimes – étaient monnaie courante dans le cadre des «purges» staliniennes. Dans une attitude de méconnaissance totale de la réalité, un journaliste qualifie l'œuvre de «réponse créatrice d'un artiste soviétique à une critique justifiée»<sup>14</sup> la critique du «formalisme» – le formalisme, l'expression consacrée par laquelle on stigmatise la «musique non-prolétarienne».

Chostakovitch ne s'y oppose pas, mais laisse parler sa musique: par exemple, le largo lourd de menaces, ses lignes mélo-

diques insistantes et son austère instrumentation a fait pleurer de nombreux visiteurs de la Première – fait exceptionnel dans cette salle de concert. Cette musique reflète l'humeur des gens qui, dans ce pays, vivaient en état de choc. Jusqu'alors, Chostakovitch avait plutôt une réputation de compositeur plein d'humour, voire même irrespectueux (musique cinématographique, suites pour orchestres de jazz et de variétés, etc.). Dans ces conditions, son final, avec son thème principal en forme de marche militaire, déborde d'une telle «ironie éblouissante» qu'on ne peut l'entendre autrement que comme un «mépris du tromphalisme».<sup>15</sup> Mais ceux qui «avaient des oreilles d'âne» ont entendu ce qu'ils voulaient entendre, à savoir «[...] le triomphe lui-même, un aveu de fidélité à la musique soviétique, à la science musicale soviétique, à la vie sous le soleil de la constitution stalinienne».<sup>16</sup> Les auditeurs sans oreilles, eux, avaient entendu ce que Chostakovitch voulait vraiment dire avec ce final, en particulier avec les fanfares de cuivres et les puissants roulements de tambour – «[...] C'est comme si on nous frappait avec une matraque et qu'on nous intimait l'ordre: «Réjouissez-vous, applaudissez»<sup>17</sup> c'est ainsi que le compositeur s'exprime à la fin de sa vie.

## La musique – le murmure de l'histoire

Le roman de Barnes – basé sur des sources soigneusement documentées et riche des apports de l'auteur<sup>18</sup> – est un traité en matière de survie en dictature. L'auteur ne reproche pas au compositeur ses compromissions, pas plus qu'il ne le traite en martyr. La vie, tout comme l'homme, est plus complexe, il n'existe pas de réponses faciles à des questions difficiles. Barnes laisse le lecteur voir de très près ce que signifie faire le grand écart entre les compromissions et la résistance, l'opportunisme et la fermeté, la lâcheté et le courage. La récompense consiste à pouvoir exercer une certaine influence sans signer son arrêt de mort. Le sujet est d'actualité dans notre siècle, car de nombreux Etats ne respectent ni la liberté de l'art ni celle des opinions.

Après avoir lu le roman, les mélomanes intéressés pourront écouter les œuvres de Chostakovitch d'une autre manière, c'est-à-dire en comprenant le sens exprimé par le compositeur: «Que pouvait-on opposer au fracas du temps? Uniquement la musique que nous portons en nous – la musique de notre âme – que certains transforment en véritable musique. Et qui, si elle est assez puissante, vraie et pure pour couvrir le fracas du temps, se transforme au cours des décennies en murmure de l'histoire.»<sup>19</sup>

<sup>1</sup> Barnes, Julian. *Der Lärm der Zeit*, Köln 2017 – *Le Fracas du temps*. Ed.: Folio, février 2018. Version originale: *The Noise of Time*. Ed.: Jonathan Cape, janvier 2016.

<sup>2</sup> Chostakovitch, Dmitri. *Jubeln sollt ihr, aus: Zeugenaussage. Die Memoiren des Dmitri Schostakowitsch, [Jubiläum!], dans: Témoinages. Mémoires de Dmitri Chostakovitch*, www.spiegel.de/spiegel/print/d-39868546.html (in: Der Spiegel)

<sup>3</sup> Barnes, op. cit. p. 125 (version allemande)

<sup>4</sup> id. p. 90

<sup>5</sup> id. p. 137

<sup>6</sup> id. p. 93

<sup>7</sup> id.

<sup>8</sup> p. 158

<sup>9</sup> p. 178

<sup>10</sup> id. p. 174

<sup>11</sup> id. p. 211

<sup>12</sup> id. p. 222

<sup>13</sup> id. p. 208

<sup>14</sup> id. p. 80

<sup>15</sup> id. p. 81

<sup>16</sup> id. p. 80

<sup>17</sup> Livret du CD: Dmitri Chostakovitch, *Symphonie n° 5* et n° 7, DECCA, 475065-2, p. 13

<sup>18</sup> cf. à ce sujet les remarques de l'auteur, Barnes, p. 243s.

<sup>19</sup> id. p. 168



# Le général Henri Guisan, porteur de valeurs et de culture

par Jürg Stüssi-Lauterburg

Le général Henri Guisan vit encore dans le cœur de nombreux Suisses. Le choix de cette personnalité exceptionnelle comme «Romand du siècle» par la nette majorité des 20 000 téléspectateurs romands en 2011 n'est pas un hasard.

La Suisse a été épargnée par la guerre de 1939–1945. Il n'y a aucun doute: le souvenir de cette réalisation exceptionnelle résonne encore.

## Les trois phases stratégiques 1939–1945

Henri Guisan façonna trois phases stratégiques: d'abord, il définit la position de l'armée. Elle s'étendit de Sargans en passant par Zurich jusqu'au plateau de Gempen (SO/BL). L'idée était de lutter avec la France, la dernière grande démocratie de nos voisins, contre une attaque des nazis. Mais la France s'effondra en 1940. Il s'agissait alors de se battre depuis la frontière, mais surtout de garder le contrôle du Gothard, du Lötschberg et du Simplon le plus longtemps possible. En dernier recours, les routes transalpines auraient été détruites. Pendant plusieurs mois, cette décision empêcha les nazis d'envoyer du charbon et de l'acier aux fascistes italiens via la Suisse.

En juin 1944, quatre ans après la décision du Général de retirer l'armée dans le Réduit, les Alliés débarquèrent sur le continent européen. Alors, dans la troisième phase stratégique, le général envoya la plus grande partie de l'armée hors du Réduit à la frontière pour prévenir les violations de la neutralité. Les trois phases correspondaient approximativement, du point de vue temporel, aux quartiers généraux de Guisan à Spiez et Gümligen (1<sup>re</sup> phase), à Interlaken (2<sup>e</sup> phase) et à Jegenstorf (3<sup>e</sup> phase).

## Henri Guisan, une figure d'exception

Tout cela fait partie de la grande histoire du pays. Guisan fait excellente allure aux côtés des trois autres généraux de la Confédération suisse, *Guillaume Henri Dufour [1848]*, *Hans Herzog [1870/71]* et *Ulrich Wille [1914–18]*. Cependant, Guisan n'était pas uniquement, ni même principalement, un décideur stratégique avisé. En sus, il incarnait l'âme du pays et occupait une position tout à fait exceptionnelle pour la Suisse.

## La défense grâce à la force morale et matérielle

Le fait qu'Henri Guisan ait pu atteindre une telle position et maintenir sa réputation est dû à son rôle de porteur de culture. Le commandant en chef incarnait les valeurs et les modes de vie aux yeux d'une grande partie de la population suisse. Cet homme vaudois était perçu comme authentique, sinon son image n'aurait pu être conservée. Cette image fut soigneusement cultivée par lui-même et son environnement. Par exemple, à travers une série de conférences publiques qui avaient un noyau commun robuste: «Notre peuple et son armée.»<sup>1</sup> Les premières phrases de chaque conférence étaient les suivantes:



Le soldat n'oubliera pas les gentilles paroles exprimées à l'occasion de l'inspection. (photo Andri Peer. Der Aktivdienst, 1976, p. 33)

«Un peuple peut se défendre de deux manières: par la force morale inhérente à son patriotisme et par la force matérielle représentée par son armée. L'armée issue de ce peuple est elle-même à nouveau conditionnée par deux valeurs, morale et matérielle.» La conclusion correspondait au début: «Le plus ancien peuple de soldats d'Europe ne doit connaître ni faiblesse ni peur! Sa dignité l'interdit! La vie n'est rien, mais vivre pour son pays, c'est tout.»

## La crédibilité du Général, une exigence fondamentale

Point la victoire, mais la dignité: pour ne pas seulement être vraie, mais pour également être reconnue comme vraie, la priorité fondamentale exigeait la crédibilité de la part de l'orateur. La crédibilité n'était en aucun cas compatible avec des indiscrétions de la part de son entourage, mais présupposait un entourage absolument fiable pour le commandant suprême de l'armée.

Sa propre crédibilité était d'une telle importance qu'il put transformer activement son entourage non congénial en un entourage congénial. Lors de son élection au poste de général le 30 août 1939, il n'existait ni poste de commandement ni plans opérationnels. Guisan retourna dans sa demeure de Pully au bord du Léman. Pour la séance du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> septembre 1939, un avion envoyé spécialement l'emmena de Lausanne-Blécherette à Berne-Belp.<sup>2</sup> Puis, le commandant en chef de l'armée s'installa pour trois jours à l'hôtel Bellevue. Dans la soirée du dimanche 3 septembre, le Général participa à la parade de la 3<sup>e</sup> division devant le Palais fédéral. Lundi 4 septembre, on prépara son déménagement à Spiez, dans la maison *Olvido*. Guisan maintint son quartier général à Spiez du 5 septembre au 17 octobre 1939.

## La recherche d'un entourage congénial

L'objectif premier du départ de Berne était de faire sortir Guisan de la sphère d'influence immédiate des officiers considérés germanophiles et donc non congéniaux, notamment le chef d'Etat-major général *Jakob Labhart*. *Hans Bracher*, officier de liaison entre le Général et le Conseil fédéral, décrit ses recommandations au Général selon sa propre finesse, en renonçant à toute modestie:

«Je déballe en profondeur et je lui décris entièrement le malaise, les aspirations irrépressibles de Labhart, X et Y. Je lui décris les luttes acharnées ayant lieu entre ces messieurs, mais toujours prêts à former un front commun contre le Général. Afin d'être plus indépendant face aux intrigues et plus libre pour diriger l'armée selon sa vision, je recommande au Général de former lui-même un petit état-major, avec *Logoz*, *Gonard* ou un autre officier d'Etat-major capable comme assistant principal.»<sup>3</sup> Bien que Bracher sous-estimait sans doute l'indépendance de Guisan, cet état-major personnel du Général fut formé avec Samuel Gonard à sa tête. Pour le chef d'Etat-major général *Jakob Labhart*, on réinstalla le 4<sup>e</sup> Corps d'armée aboli et

nomma, en même temps, le très compétent *Jakob Huber* à la tête de l'Etat-major général.

## L'état-major personnel garantit la liberté d'action

Son état-major personnel permit à Guisan non seulement de juger avec la distance et le soutien nécessaires toutes les données en provenance de l'Etat-major général. Il pouvait ainsi prendre ses propres décisions et garder son propre secret contre les indiscretions d'une manière étonnante, même dans les circonstances de l'époque. Labhart, en qui Guisan n'avait pas suffisamment confiance, n'eut donc aucune connaissance des accords de l'état-major personnel avec les Français en cas d'attaque allemande contre la Suisse. Au cours de l'hiver 1939/1940, ces accords constituèrent un plan d'urgence indispensable tout en étant politiquement problématiques. Plus important encore était le fait qu'en octobre 1939, conformément à l'état d'esprit des accords, le Général put se décider librement en faveur d'une défense crédible dans la position militaire Sargans-Zurich-Villigen AG-Plateau de Gempen.

## Guisan explique le Réduit à l'attaché militaire américain

Plus tard, après l'effondrement de la France, l'état-major personnel conserva les mêmes avantages: liberté de décision et secret gardé. La réaction de Guisan envers la nouvelle situation – création du Réduit et Rapport du Grütli – donna à l'armée une nouvelle mission et au pays, après une phase d'hésitation, un nouvel espoir pour la sauvegarde de son indépendance. Cela fut insuffisant: nos amis, les démocraties restantes, devaient savoir ce que nous faisons. Le Général reçut donc l'attaché militaire américain *Barnwell Rhett Legge* – probablement au château de Gümligen, où il avait installé son quartier général depuis le 17 octobre 1939 – et lui donna un aperçu détaillé de la stratégie du Réduit au cours d'un entretien en tête-à-tête.<sup>4</sup> Cet entretien était si secret que Legge, un ancien de la Première Guerre mondiale, envoya sa dépêche directement au War Office à Washington, sans passer par le représentant américain à Berne et le Département d'Etat américain. Seules de très faibles traces de cette importante rencontre sont présentes dans les documents suisses. Nous en avons connaissance grâce aux archives américaines.

## Connaissance de l'homme et instauration d'un climat de confiance

Guisan avait besoin de courage pour faire ce qu'il reconnaissait être juste, malgré d'énormes risques. A l'époque, les Etats-Unis étaient encore neutres, mais la conversation en tête-à-tête avec Legge aurait considérablement, voire fatalement, affaibli la position du Général face à ses critiques qui étaient en contact avec la légation allemande, si elle avait été connue.

Il fallut de l'audace. Il lui fallut également une excellente connaissance de l'homme, pour choisir et initier uniquement des per-

sonnes sur qui on pouvait absolument compter. Dans ce cas, il s'agissait d'Américains connus et inconnus: Legge (parlant couramment le français) mais aussi les cryptographes – anonymes pour Guisan – de la délégation diplomatique, travaillant sous la direction de Legge, et enfin les destinataires du War Office à Washington. En effet, tous tinrent bon. Legge en assumait la responsabilité.

Il fallait aussi faire confiance aux initiés suisses, dont *Bernard Barbey*, le successeur de *Gonard* à la tête de l'état-major personnel. En tant qu'écrivain lui-même intéressé par l'édition, Barbey garda les réels secrets jusqu'à sa mort.

Il fallait respecter certaines gradations de confiance, tout n'était pas confié à tout le monde. Ce qui devint plus tard le principe de la «connaissance uniquement en cas de nécessité» fut observé par Guisan avec grande constance et minutie.

## Protection de Guisan en tant que personnalité publique

La protection du Général en tant que personnalité publique était d'une part fondée sur le secret rigoureux de toutes ses activités, ne devant logiquement pas être connues publiquement. D'autre part toutes déclarations confidentielles devaient absolument rester confidentielles. Le 24 novembre 1944, par exemple, le général écrivit à son excellent premier adjutant *Albert R. Mayer* de Jegenstorf: «Si les parlementaires veulent se mêler des questions militaires auxquelles ils ne comprennent rien, je n'ai plus qu'à déposer mon commandement.»<sup>5</sup>

L'emploi par la presse d'une telle nouvelle est évident. Cependant, Mayer était aussi fiable que Barbey et Legge. Pour lui, cette déclaration est restée aussi privée qu'elle devait l'être.

## Rassembler les bonnes personnes et accomplir courageusement ce qui est juste

Conclusion: Rassembler les bonnes personnes autour de soi. Etre en contact avec des personnes dignes de confiance. Avec des personnes n'ayant aucune autre ambition que de permettre au Général de faire courageusement ce qui est juste et de dire avec élégance ce qui est nécessaire.

Tout au long de l'histoire militaire, il y a probablement eu d'autres commandants aspirant à cet objectif. Peu d'entre eux ont réussi. Quel était le secret de Guisan? La réponse se trouve probablement dans son humanité. Le Général donnait toujours une réponse, toujours de manière compréhensive et amicale. Il écrivit à son premier adjutant tombé malade dans une phase particulièrement critique du service actif: «La santé passe avant tout.»<sup>6</sup>

## De ménage à ménage

Quand Guisan ne trouvait pas le temps d'écrire, sa femme *Mary Guisan-Doelker* se chargea de cette tâche: aucune lettre, aucune note, aucun signe d'attention, aussi petit soit-il, ne resta sans réponse. Il ne le faisait pas par calcul, c'était pour lui une profonde préoccupation pendant toute sa vie: moins de six mois avant sa mort, le Général – ayant décidé au début de sa 86<sup>e</sup> année de vie de ne fumer plus que le dimanche – remercia son premier adjutant pour les cigares qu'il lui avait offerts pour son anniversaire. Il conclut son message par les mots suivants:

«Mes respectueux hommages à Madame Mayer et les amitiés de notre ménage au vôtre.»

Source: *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* 06/2019, p. 35–37  
(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Guisan, Henri. *Unser Volk und seine Armee*. Zürich. 1940 (une édition parmi d'autres).

<sup>2</sup> Steiner, Peter. *Nachlass Hans Bracher*, Schriftenreihe Bibliothek am Guisanplatz n° 52, Berne 2013, p. 109

<sup>3</sup> *ibid.* p. 115

<sup>4</sup> Stamm, Luzi et al. *A Courageous Stand*. Lenzburg 2005, pp. 14, 15, 84, 85

<sup>5</sup> Pedrazzini, Dominique M; Stüssi-Lauterburg, Jürg; Volery, Anne-Marie. En toute confiance ..., Brugg 1995, p. 51.

<sup>6</sup> *ibid.*

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# Une existence vécue dans la dignité!

par Heinz Schwirten et Werner Voss

L'image de la personne vieillissante est souvent présentée de manière déformée et irréaliste. Concernant le sujet de la retraite, on nous montre des images de personnes âgées et fragiles, assises sur un banc, tenant une canne dans leurs mains osseuses. Ou bien la personne âgée est représentée avec des cheveux gris, marchant courbée au-dessus de son déambulateur ou étant poussée le long d'un trottoir en fauteuil roulant, déjà un peu « confuse ».

Ce cliché doit être remis en question avec détermination, car tout être humain, même au troisième âge, garde toujours sa dignité, parce qu'il est un être humain et le reste jusqu'à sa mort, même s'il est fragile. La vie de tous les êtres humains (en particulier des personnes âgées) ne doit pas être soumise à la pensée économiste compulsive, c'est-à-dire à sa pure fonctionnalité concernant le rapport coûts-efficacité. La manie de la jeunesse, selon laquelle l'homme est jugé sur son apparence et son efficacité, ne doit pas être le critère pour le vivre ensemble des générations, sinon la personne elle-même ne se trouve plus au centre, mais est soumise à des règles néolibérales et économistes.

La polarisation entre jeune et vieux, dans le sens de « nous devons travailler dur pour les vieux », est un poison pour la coexistence sociale. Un enrichissement mutuel est plutôt nécessaire: les jeunes peuvent s'orienter selon le modèle des personnes âgées, car celles-ci ont davantage d'expérience de vie. Inversement, les jeunes peuvent aider les personnes du troisième âge, par exemple dans l'utilisation d'équipements de travaux numériques. De cette façon, de nouveaux espaces de rencontre peuvent être créés sortant les jeunes et les vieux de l'isolement et de la solitude, permettant ainsi aux personnes de vivre ensemble d'une manière correspondant à leur nature sociale. C'est ainsi que l'on crée, notamment pour les plus jeunes, des contre-mondes à la numérisation dont les mondes sont trop souvent super-

ficiels. Le fait que la vie au troisième âge soit digne d'être vécue donne de l'espoir aux jeunes gens. L'être humain développe sa créativité également à l'âge avancé dans ses échanges avec les plus jeunes et vice versa.

Il est nécessaire de mettre en valeur les belles opportunités se présentant lors du vieillissement. Les expériences faites peuvent être transmises. En pensant au bénévolat, ce sont très souvent des personnes retraitées qui s'engagent pour le bien commun au niveau municipal. D'autres exemples incluent les associations sportives, les mentors de lecture, les Restos du cœur, l'aide aux réfugiés, etc.

Il est donc nécessaire d'éveiller les potentiels endormis, de dévoiler des trésors cachés pour en tirer des ressources insoupçonnées et de développer ces capacités en les valorisant et, inversement, en faisant l'expérience d'être en même temps soi-même valorisé.

La solidarité sociale peut notamment être favorisée par les personnes quittant la vie professionnelle (troisième âge) et disposant soudainement de beaucoup de temps libre. En se tournant vers leurs semblables du quatrième âge (la vieillesse), elles trouvent une tâche valorisante et épanouissante.

Les activités sportives entreprises en commun peuvent y contribuer de façon signifi-

cative. Les sports de réadaptation pour les personnes atteintes de démence fournissent des preuves exemplaires de la stabilisation des capacités cognitives, psychosociales et physiques (cf. encadré). Outre les activités physiques, la bonne humeur, la joie de vivre et le plaisir sont des facteurs importants, pour le bien-être des deux parties. Les participants font l'expérience de la participation, de l'estime et du développement de liens interpersonnels, ce qui augmente l'estime de soi-même. Dans une telle atmosphère, se forme tout naturellement une antithèse au déclin des valeurs dans notre société. •

(Traduction *Horizons et débats*)

## Expériences réalisées en tant qu'entraîneur en réadaptation physique auprès de personnes atteintes de démence

vv. Depuis 8 ans, j'ai acquis avec beaucoup de plaisir de l'expérience dans le sport préventif au sein de divers groupes de personnes – avec la gymnastique pour le ski, pour le renforcement du dos et pour le fitness général.

Il y a quelques semaines, je me suis mis à explorer un nouveau terrain. Auparavant, j'avais obtenu ma licence d'instructeur en rééducation neurologique délivrée par l'Union des associations du sport-handicap et de sport de réhabilitation de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

J'ai abordé ma nouvelle tâche sans grande préparation et j'ai remarqué comment, après quelques premières difficultés, les leçons se sont constamment améliorées. J'ai commencé à réaliser que même les personnes ayant de forts handicaps, assises dans un fauteuil roulant, peuvent être motivées à faire quelques exercices, dans les limites de leurs possibilités, en leur exprimant mon intérêt pour elles. J'en ai fait l'expérience avec une participante, se présentant lors de la première leçon, assise dans sa chaise roulante avec un regard fixe, toute raide et sans bouger. Soudainement, un sourire est apparu sur son visage, elle a commencé à tourner ses pieds et à lever

les bras. J'ai été très impressionné par l'activité que j'ai pu obtenir d'elle. Quelque chose de semblable est arrivé avec une participante, ayant parfois des réactions agressives. Je lui ai donné dans les mains une petite balle Redondo en lui montrant à l'aide d'expressions faciales et de gestes ce qu'il fallait faire. Soudainement, en m'imitant, elle a également commencé à pétrir la balle avec ses doigts et à la changer d'une main à l'autre en souriant. Mon cœur s'est véritablement ouvert dans cette situation!

Il est intéressant pour moi d'observer comment les participants un peu plus en forme sont capables d'effectuer des exercices de motricité fine, par exemple en pressant des pinces à linge d'abord avec leur pouce, puis, alternativement, avec tous les autres doigts.

J'ai vécu des choses similaires avec d'autres exercices, que j'ai d'abord voulu laisser de côté, parce qu'ils demandent beaucoup d'habileté et, à mon grand étonnement, certaines personnes les ont maîtrisés. J'ai fait l'éloge du succès.

De pouvoir lancer des petits sacs ou des sous-verres en carton depuis un cercle de chaises dans un récipient placé au milieu,

était un succès pour tout le monde, ce qui a considérablement augmenté l'estime de soi de ces sportifs.

Chaque leçon commence et se termine par un rituel ludique et quelques vers, prononcés par plusieurs participants eux-mêmes, déjà après peu de temps. C'est tout simplement merveilleux!

Un homme du groupe est toujours très serviable et me tend à la fin de la leçon ma veste d'entraînement, m'aide à ramasser les petits équipements de sport tels que les sous-verres en carton, les ballons gonflables et les petits sachets.

Dans l'ensemble, une activité très enrichissante pour moi, un réel baume pour l'âme.

Il est également intéressant de constater à quel point l'éventail des sports est large, à commencer par le sport professionnel de haut niveau très commercialisé, le sport de loisir ambitieux, les sports populaires, le sport de prévention, le sport de santé et jusqu'aux sports de réadaptation pour personnes handicapées.

Pour ces dernières, le sport, le jeu, la joie, l'amusement, les mouvements avec tous leurs effets bio-psycho-sociaux positifs sont au premier plan.

## Un sac à dos lourd ou une tablette tactile légère?

par Carl Bossard



Carl Bossard  
(photo mad)

Il est démodé de bâcher sur les devoirs. Certainement à juste titre. L'ancienne école où il ne fallait que travailler appartient au passé. Et pourtant aucune compétence ne se développe sans connaissances. Il n'y a pas de compréhension sans savoir. Même à

l'époque de la numérisation.

Enfant, nous avions « des cartables bien remplis ». C'est ainsi que nous félicita l'inspecteur scolaire du canton après l'examen final de la cinquième classe primaire. Nous étions suffisamment équipés pour continuer notre cheminement d'apprentissage et de vie. Il en était convaincu, ajouta-t-il en clignant de l'œil. L'enseignant sourit, et les parents étaient soulagés. Nous étions satisfaits; nous avions montré ce que nous savions: sûr en calcul mental, lire à voix haute, chanter une chanson apprise par cœur et quelques notions de géographie suisse. Puis, un peu d'histoire des héros historiques helvétiques, visualisé sur une frise chronologique. Nous nous étions entraînés, avions discutés certains sujets au préalable, et avions beaucoup appris par cœur. Un peu de show en faisait partie. Cela ne dérangeait personne. La vie connaît les références à la scène de théâtre.

### Un sourire de lassitude pour le sac à dos démodé

La métaphore alpine du sac à dos pour se référer aux connaissances scolaires? L'image semble être ringarde. Elle provoque pour les spécialistes de la matière au maximum un léger sourire de lassitude. Une représentation pédagogique tirée du fond du placard. Quel intérêt trouve-t-on encore dans un cartable, son contenu, le savoir? Ce n'est qu'un encombrement empêchant d'avancer rapidement et à pas léger. Voilà pourquoi il faut abandonner toute charge inutile et lest superflu.

L'appel est omniprésent: grâce à la numérisation, on apprend plus facilement. L'apprentissage 4.0 n'a plus besoin de cartable ou de sac à dos. À l'époque d'Alexa et de Siri, le savoir est consultable en tout temps et de partout, les connaissances factuelles sont donc superflues. Tel est le message des grands groupes de la technique et leur mantra acharné. La numérisation révolutionne l'enseignement et modifie tout.

### L'apprentissage reste l'apprentissage

Cela vaut peut-être pour certains domaines: pour le monde du travail et l'industrie, par exemple. L'innovation technique crée de grands bouleversements à vitesse foudroyante. Toutefois, l'appel des sirènes numériques ne tient pas compte d'une chose: il existe des constantes anthropologiques. On ne peut placer la révolution numérique au même niveau que l'évolution humaine.<sup>1</sup> L'apprentissage reste l'apprentissage, qu'il soit numérique ou analogue. Et pour que l'apprentissage puisse réussir, il faut de l'effort et de l'engagement, de l'entraînement ciblé, à répétition et persévérant ainsi que des contacts humains avec des relations positives.

La technique à l'école a besoin de l'être humain pour avoir de l'effet. Cela était vrai pour les anciens médias comme le manuel et la calculatrice; cela vaut également pour l'utilisation de l'ordinateur, de la tablette et du tableau interactif. L'instruction se déroule dans l'interaction entre les êtres humains, dans des processus d'enseignement et d'apprentissage. L'instruction a besoin de relation. Donc, la pédagogie prime sur la technique.<sup>2</sup>

### Sans savoir, pas de réflexion et pas d'activité

Mais où est la vérité? Dans l'ancien cartable ou sac à dos ou dans la nouvelle tablette? Ni dans uniquement l'un ou l'autre. Nous ne nous trouvons pas devant l'un ou l'autre. L'apprentissage effectif résulte de la dynamique de l'un et l'autre.

Les bons enseignants ont toujours distingué entre les connaissances factuelles comme conditions préalables à la réflexion et à la raison formant la base du savoir-faire. L'apprentissage à la baguette leur était aussi inconnu que le fait de travailler de manière insensée, pour bourrer le sac à dos. Cela mène uniquement à un savoir indolent. Les pédagogues expérimentés connaissent la différence entre la compréhension superficielle et la compréhension approfondie. Pour que les élèves sachent penser et agir de manière créative et en réponse aux réels problèmes, ils doivent avoir acquis un certain niveau de connaissances reproductibles. Cela exige un entraînement intensif et beaucoup de répétitions – à l'instar de la jeune violoniste ou du petit astronome. Ils ont besoin d'un sac à dos rempli de manière ciblée. C'est la seule manière d'arriver dans le domaine de la compréhension approfondie. Celle-ci est fondée sur la compréhension superficielle. Il ne suffit donc pas de savoir où rechercher une réponse et où trouver une information. Pour que les élèves puissent s'approfondir dans un sujet et traiter de nouvelles informations, les connaissances de base doivent être mémorisées dans la tête, dans le sac à dos mental – et pas uniquement dans la tablette.

### J'ai trouvé! – donc, je sais

La certitude qu'il existe une différence fondamentale entre la recherche de données et la compréhension d'un sujet risque de se perdre. À l'ère de l'Internet, l'appropriation et la compréhension sont souvent remplacées par le fait de trouver une information, guidée par l'idée que toutes les connaissances sont accessibles. On n'a qu'à les chercher. Quand je les ai trouvées, elles s'installent automatiquement sur le disque dur interne. Alors je l'ai et je le possède. Je n'ai plus besoin de les apprendre; l'art ne consiste plus qu'à les retrouver. Donc, en sachant où et comment il faut faire pour obtenir des informations, on ne sait en réalité rien.

Je ne peux pas consommer des connaissances comme je me verse un verre d'eau

dans le gosier. Même *Socrate* a caricaturé cette tentative: c'est comme si l'on essaie de remplacer le visage d'une personne aveugle. L'acquisition de la connaissance doit passer par moi-même; je dois l'élaborer, l'incorporer en moi, la traiter et la mettre en contexte d'une manière réfléchie. Ce n'est qu'alors que je pourrai comprendre. *Friedrich Nietzsche* appellerait ce processus (d'appropriation) par analogie: « Je le digère ».<sup>3</sup> Et c'est dans cette « digestion » que se réalise le processus de la formation, c'est-à-dire une compréhension appropriée.

### L'intelligence ou la créativité sans savoir ne servent à rien

La formation en tant que compréhension appropriée se fonde sur des connaissances comprises, sur des réseaux de contextes factuels; ils doivent être compréhensibles pour les enfants et les adolescents. Mais sans connaissances, il n'y a ni perspicacité, ni compréhension – et pas de savoir-faire. C'est l'interprétation moderne de l'ancien sac à dos. En ce sens, il peut également être bien rempli. Avec les mains vides, on ne résout pas de problèmes; l'intelligence ou la créativité sans savoir ne servent à rien. Cela vaut également pour les nouveaux médias. Il est préférable d'utiliser l'ordinateur portable avec de bonnes connaissances et du savoir-faire tiré de votre sac à dos personnel.

C'est probablement ce que voulait dire notre inspecteur scolaire – même s'il avait d'autres compétences en tête que la manipulation de la tablette. •

Source: *journal21* du 19/4/19

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Zierer, Klaus. Die Grammatik des Lernens. In: *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 4/10/18, p. 7

<sup>2</sup> Zierer, Klaus. *Lernen 4.0. Pädagogik vor Technik. Möglichkeiten und Grenzen einer Digitalisierung im Bildungsbereich*. 2018, p. 93

<sup>3</sup> Nietzsche, Friedrich. *Kritische Studienausgabe in 15 Bänden (KSA)*, ed. von Giorgio Colli, Mazzini Montinari, Berlin/New York, 1988. vol. 11. p. 539, 608s.